

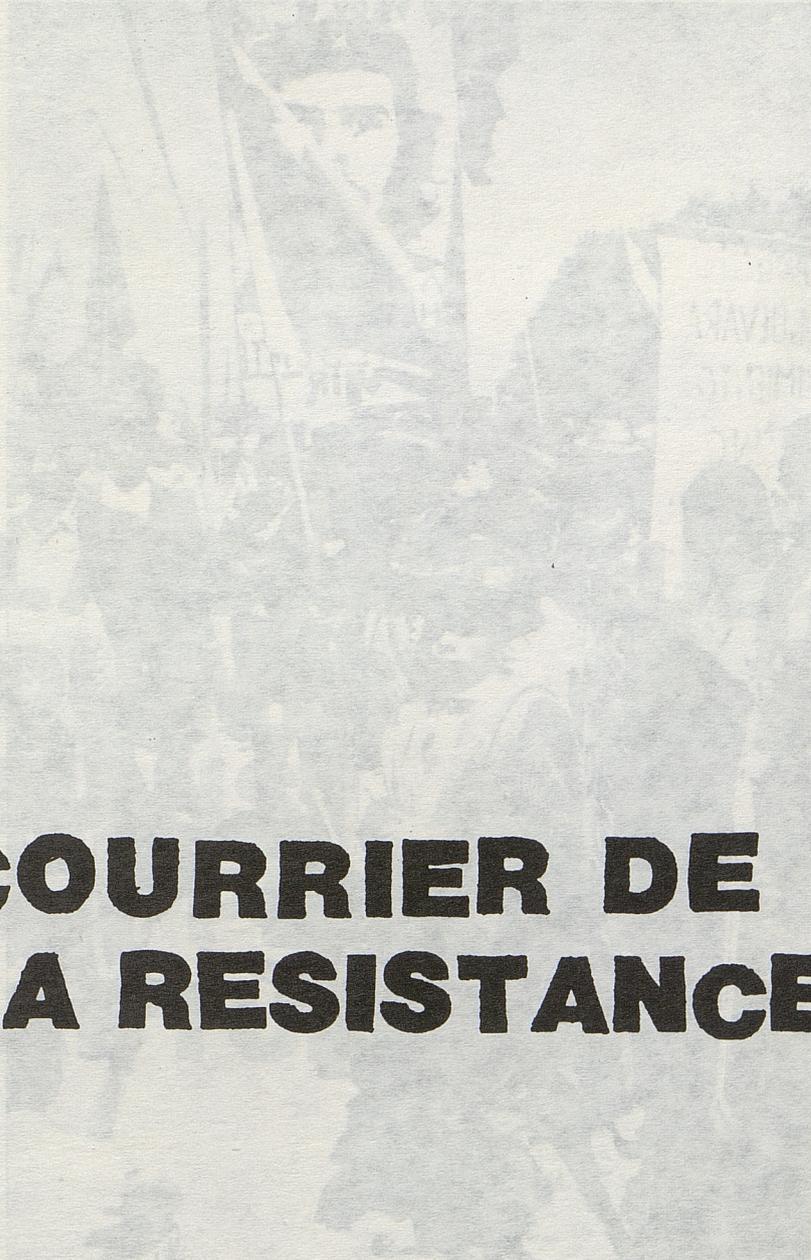
**COURRIER
DE LA
RESISTANCE**

N° SPECIAL MAI 75



**LA TACTIQUE
DU MIR
DANS
LA PERIODE
ACTUELLE**

80 p. 8501



COURRIER DE LA RESISTANCE



LA TACTIQUE DU MIR DANS LA PERIODE ACTUELLE

SOMMAIRE

Note préliminaire, 6
Introduction, 7

CHAPITRE I

TROIS ANS DE GOUVERNEMENT U.P.

L'Unité Populaire et son gouvernement, 10
La classe dominante, 13
Le mouvement de masses, 15
Notre politique dans la période et bref bilan, 17

CHAPITRE II

OFFENSIVE REACTION- NAIRE ET PUTSCH MILITAIRE

L'offensive réactionnaire, 23
L'offensive finale et le réformisme, 26
Le coup d'Etat, 29
Bilan, 32

CHAPITRE III

UNE NOUVELLE PERIODE EST OUVERTE

Le caractère de la période, 36
La dictature gorille comme forme
de l'état d'exception, 37
La surexploitation du travail, 40

CHAPITRE IV

LA SITUATION ACTUELLE

La Junte militaire et sa politique, 44
La dictature gorille et sa base politique
et sociale d'appui, 47
La situation internationale, 52
Le Mouvement de Masses, 54

CHAPITRE V

LA PERSPECTIVE

La perspective, 59

CHAPITRE VI

NOTRE POLITIQUE

Considérations préliminaires, 64
Généralités sur notre programme
et notre stratégie, 66
Notre tactique, 67
La ligne politique de masses, 68
La ligne militaire de masses, 74
Nos tâches immédiates, 76



En novembre 1973, le Mouvement de la Gauche Révolutionnaire (MIR), du Chili, a élaboré un important document interne, *La dictature gorille et la tactique des révolutionnaires*, dans lequel on analyse les trois années de gouvernement de l'Unité Populaire, le coup d'Etat militaire ainsi que la situation actuelle et la tâche de la Résistance. L'analyse a été approuvée en Décembre par la Commission Politique, laquelle, ultérieurement, a donné son accord pour une publication partielle pour d'évidentes raisons de sécurité, étant donné que l'ensemble des informations et quelques conclusions qui étaient contenus dans ce document auraient pu porter préjudice à l'organisation et au développement de la Résistance contre la dictature gorille.

Pour cette raison nous avons omis dans cette édition le chapitre qui se rapporte à la situation de la gauche et quelques points relatifs aux tâches d'organisation et à la ligne politique et militaire de masses.

CHAPITRE I

INTRODUCTION

Les conditions dans lesquelles nous écrivons ce document le rendront nécessairement général, avec une certaine absence de rigueur, et bref (pas de bibliothèque ni d'archives).

Son objectif sera d'analyser la situation actuelle, ses antécédants, les perspectives, et de définir une tactique adéquate à la période que nous sommes en train de vivre. C'est seulement si nous comprenons le caractère de la situation actuelle, le passé récent, les causes du coup d'état, en délimitant les responsabilités — que nous pourrions aboutir à une tactique en accord avec la situation présente.

Nous développerons seulement les aspects tactiques et organisationnels dans leurs grandes lignes. Ce document se propose de définir fondamentalement la période nouvelle, d'ouvrir la discussion sur les perspectives et la situation actuelle et de fournir le cadre général de notre tactique qui fut connu et discuté par l'ensemble du Bureau Politique. D'autres documents sur les tactiques de masses, l'organisation dans la période nouvelle, la tactique à l'intérieur des Forces Armées et la tactique politico-militaire sont en préparation et en cours de discussion au BP.



INTRODUCTION

Sur ce chapitre nous n'entreprendrons ici qu'une analyse générale. Il existe d'autres documents dans lesquels nous analysons cette période. Postérieurement nous publierons un document plus achevé sur ce thème et nous tâcherons de publier un document interne que le BP rédigea pour le Congrès National, et qui ne fut connu que par le CC, où cette période est analysée en profondeur jusqu'à mars 1973.

CHAPITRE I

TROIS ANS DE GOUVERNEMENT U.P.

L'UNITE POPULAIRE ET SON GOUVERNEMENT

L'UP arriva au gouvernement en pleine crise du système de domination, aiguissant cette crise et engendrant une période pré-révolutionnaire caractérisée par la crise des classes dominantes, la division de la petite-bourgeoisie et la montée des mobilisations de la classe ouvrière et du peuple.

L'UP constitua un gouvernement petit-bourgeois de gauche, expression d'une alliance entre des restes bourgeois d'un vieux bloc historique dominant (fraction PIR (1) du Parti Radical), le réformisme petit-bourgeois (Allende, la technocratie et la bureaucratie de l'UP), le réformisme ouvrier (P.C.) et le centrisme de gauche (PS, MAPU). Sa base sociale d'appui fut initialement constituée par un large mouvement qui incluait en son sein d'importants secteurs de la petite bourgeoisie, de la classe ouvrière et des pauvres des villes et des campagnes.

Le projet politique de l'UP fut dans son essence et dans sa pratique le modèle réformiste. Déterminé par sa sujétion au maintien et au respect de l'ordre bourgeois et à sa tentative réitérée de se maintenir au Gouvernement au moyen de la constitution d'une alliance avec une fraction de la classe dominante.

L'UP n'a pas seulement conquis l'une des institutions de l'appareil d'Etat, le Gouvernement — au moyen de la voie électorale — en maintenant l'ordre bourgeois, elle s'est aussi affirmée en lui et l'a légitimé face aux masses ainsi que les diverses institutions de l'Etat capitaliste (Parlement, pouvoir judiciaire, Contraloria (2), Corps des Officiers des Forces Armées). Dès 1970 elle a essayé de sceller une alliance avec une fraction bourgeoise, à travers la formulation de son programme, ses plans économiques, ses interventions verbales et même ses tentati-

1 - Le Parti Radical (PR), ancien intégrant du FRAP (Front d'action Populaire) a subi en 1970 une scission : la Démocratie Radicale (DR) ouvertement réactionnaire et antipopulaire. En 1972, le PR a subi une nouvelle division : le PIR (Parti de Gauche Radical) qui s'éloigne de l'UP et du gouvernement et passe à intégrer le Front Démocratique, constitué par le Parti National, le Parti Démocrate Chrétien, la Démocratie Radicale et PIR (ed.).

2 - Contraloria : organe pareil à la Cour des Comptes.

ves concrètes (été 1971 avec des entrepreneurs industriels et agricoles, Juin 1972 avec le PDC, cabinet UP — généraux en octobre 1972 et Août 1973, dialogue avec le PDC en Août-Septembre 1973, etc.) Cette tentative permanente n'était pas menée gratuitement mais dans le but de secourir des secteurs patronaux, de légitimer des partis bourgeois et les officiers supérieurs réactionnaires, de soumettre le pays au paiement de la dette extérieure et de légitimer l'appareil d'Etat capitaliste. Tout cela valait au gouvernement des heurts avec différentes couches du peuple, ce qui fractionnait sa base sociale d'appui et en conséquence sa base politique d'appui.

Ce projet politique de collaboration de classes échoua dans son propos, vu le caractère de la période qui poussait les masses au delà du point où le réformisme était disposé à aller. Suite à son appréciation sur le caractère pris par la mobilisation populaire, la classe dominante dans son ensemble repoussa toute possibilité d'alliance avec le gouvernement et développa une offensive furieuse contre lui, ce qui finit par affaiblir encore davantage le Gouvernement de l'UP, qui limita lui-même le soutien populaire sans obtenir en contre partie la stabilité que lui aurait donné une alliance avec une fraction de la bourgeoisie.

Le mouvement de masses, sous un régime d'élargissement des libertés démocratiques tel que celui engendré par le Gouvernement de l'UP, fit une poussée qui dépassa les réformes limitées que l'UP se proposait d'appliquer et imposa au gouvernement la légitimation de ses conquêtes : le mouvement paysan accéléra et approfondit la réforme agraire au moyen de l'occupation des « fundos » (1), le mouvement ouvrier étendit « le secteur social » bien au-delà des 91 entreprises auxquelles s'était limité l'UP, et au moyen d'une mobilisation chaque fois plus forte et plus large il approfondit les mécanismes de participations ouverts par l'UP., etc. De cette manière, la classe ouvrière et le peuple firent échouer toute tentative de collaboration de classe entreprise par l'UP, en poussant pour frapper (dans les faits) l'ensemble des classes dominantes sans respecter le puissant secteur bourgeois avec lequel l'UP cherchait à s'allier. Plus encore, malgré sa résistance et son combat contre ces avancées du mouvement de masse, le gouvernement finit par les légitimer (réquisitions, interventions, achats, etc.), contraint à cela par l'extension du processus, l'ampleur de la base ouvrière et populaire du réformisme et par le poids du centrisme de gauche à l'intérieur du gouvernement. Mais en résistant, en combattant et même ponctuellement, en réprimant policiellement la mobilisation populaire, le Gouvernement ne réussit pas à canaliser cette énorme puissance des masses, il ne lui donna aucune direction, la dispersant et la fragmentant ce qui provoqua des heurts avec le mouvement de masses. Il ne tira aucune force des masses, s'affaiblissant en tant que gouvernement et affaiblissant également la mobilisation populaire. En conséquence, des échauffourées et des contradictions se produisirent entre les partis politiques de l'UP.

Chaque fois plus faible désormais, l'UP — encerclée par l'impérialisme et voyant l'alliance avec le bloc des classes dominantes repoussée — ne put affronter les conséquences de sa politique économique. Celle-ci fut, dans son essence, de

1 - « Fundos » - propriétés agricoles.

caractère petit-bourgeois car elle opéra fondamentalement dans le domaine de la consommation et non dans celui des moyens de production (redistribution du revenu en faveur des couches sociales à plus faible revenu-augmentation de la consommation-augmentation de la production à base de la capacité inutilisée — épuisement de cette dernière au milieu de l'année 72). De cette manière les classes dominantes conservèrent des positions importantes dans l'appareil de production industriel et agricole. A partir de ces positions, elles entreprirent le sabotage de la production, la spéculation et le marché noir, ce qui ajouté au blocus du crédit, engendra une inflation galopante et éloigna — vu la faiblesse dont le Gouvernement fit preuve pour affronter les causes réelles de la crise — de larges couches petites bourgeoises.

Sa stabilité rompue, l'UP n'eut pas recours à sa source essentielle de puissance : la classe ouvrière, les couches des pauvres des villes et des campagnes, la troupe des Forces Armées ; au contraire elle chercha refuge à l'intérieur de l'Appareil d'Etat, dans sa colonne vertébrale constituée par le corps des officiers des Forces Armées (cabinets civils-militaires) que non seulement elle légitima mais dont elle fortifia le poids spécifique dans le système de domination. De cette manière échoua également un timide essai du Gouvernement de s'instituer en arbitre des classes.

Ceci fut le drame du réformisme au Chili : il se soumit à l'appareil d'Etat capitaliste, fit toutes sortes de concessions au détriment des intérêts des différents couches du peuple, tenta de nouer une alliance avec une fraction de la bourgeoisie et fut la colonne vertébrale de cet appareil d'Etat et de ces fractions bourgeoises qui finirent par le renverser.

Pour synthétiser, le réformisme au Chili, en se soumettant à l'ordre bourgeois renonça à développer une stratégie pour la conquête du pouvoir. Son désir de sceller une alliance avec un secteur de la classe dominante se trouva frustré lorsque celle-ci dans son ensemble — par son appréciation du caractère pris par la mobilisation populaire — se disposa dès le début à affronter le Gouvernement. L'UP freina et combattit les mobilisations populaires qui allaient au-delà de ses réformes, les taxant de « transgressions ultra gauchistes du programme de l'UP », grâce à quoi elle fragmenta et divisa le mouvement de masses, pour finir par céder et légitimer, de manière ponctuelle et dispersée, les positions conquises par les travailleurs, ce qui à son tour aiguisait ses contradictions avec la classe dominante. Sa politique économique petite bourgeoise entra en crise, ce qui, ajouté à sa faiblesse et à ses hésitations politiques, éloigna d'elle d'importants secteurs petits bourgeois. Le refus du Gouvernement de s'appuyer sur la classe ouvrière, le peuple et les soldats, ainsi que sa politique de concessions alla en l'affaiblissant chaque fois davantage ; il préféra se réfugier au sein de l'appareil d'Etat dont la colonne vertébrale devait finir par l'abattre.

Des secteurs du réformisme au Chili et à l'extérieur accusent l'extrême gauche « d'avoir empêché l'alliance entre l'UP et le PDC. En réalité la cause de cet empêchement ne fut rien d'autre que l'histoire elle-même. Dès la fin des années 60,

le mouvement de masses développa un processus de montée de ses mobilisations lequel se cristallisa avec l'accession de l'UP au Gouvernement, ce qui multiplia son processus d'organisation, de mobilisation et de gauchisation, et, en profitant de l'élargissement des libertés démocratiques, il se jeta dans la lutte pour ses intérêts.

Ce fut le mouvement de masses, dans les villes et les campagnes du Chili, qui empêcha réellement la collaboration de classes. Les masses ne se « trompèrent » pas en se mobilisant elles accélérèrent la marche qu'elles avaient entreprise avant 1970 et prirent le chemin que l'histoire leur offrait. Celui qui s'est trompé en faisant obstacle à cette marche, en se donnant aucune direction à ce courant de l'histoire, c'est le réformisme qui, à contre-courant des forces de l'histoire a voulu emprisonner les masses dans ses plans de collaboration de classe qui portaient atteinte aux intérêts des différentes couches du peuple.

Nous ne nous sommes pas trompés nous non plus lorsque nous avons donné — dans la mesure de nos forces — une direction à leur mobilisation. La classe ouvrière et le peuple ne peuvent se constituer en force sociale que dans la mesure où ils réalisent leurs intérêts propres, et ceci ne peut être obtenu qu'au détriment des intérêts de l'ensemble de la classe dominante, ce qui approfondit les affrontements entre ces classes antagonistes en régime capitaliste. Les fractions bourgeoises et le PDC ne furent pas éloignés par « l'extrême-gauche », ils assumèrent eux-mêmes la défense de leurs intérêts de classe contre la classe ouvrière et le peuple.

LA CLASSE DOMINANTE

La crise interne entre les deux fractions fondamentales de la classe dominante, le « jarpisme » et le « freisme », qui traînait depuis les années 60, permit l'ascension de l'UP au gouvernement lorsque cette crise fut exprimée électoralement. Cette crise interne ainsi que la montée du mouvement de masses firent également entrer en crise le système de domination et

1. - « Jarpismo » - fraction hégémonique du Parti National dirigée par Onofre Jarpa.

2. - « Freismo » - fraction hégémonique du Parti Démocrate Chrétien dirigée par Eduardo Frei.

l'appareil d'Etat, ce qui se cristallise avec l'accession de l'UP au gouvernement. La classe dominante, bien qu'elle ait été délogée du gouvernement et ait vu certains de ses intérêts économiques atteints, put se réorganiser rapidement et déclencher une offensive, car tous les événements antérieurs eurent lieu de telle manière qu'en tant que classe elle demeura quasi intacte, contrôlant fondamentalement les secteurs productifs, financiers et de distribution (une grande partie des entreprises, des propriétés entre 40 et 80 hectares, des sociétés d'épargne et de crédit, de construction, de distribution, etc....). Politiquement, elle conserva également un pouvoir énorme : la liberté ou l'impunité avec lesquelles agissaient ses partis politiques, le contrôle du pouvoir judiciaire et de la Contraloria, le corps des officiers des Forces Armées, un énorme contingent de l'appareil bureaucratique d'Etat et l'appui de l'impérialisme US et du sous-impérialisme brésilien. Après le triomphe électoral de l'UP, face à l'échec politique de l'attentat contre Schneider et l'installation d'Allende au gouvernement, la classe dominante se replia. Postérieurement (été 71), face au caractère pris par la mobilisation de masses dans les villes et les campagnes, la classe dominante abandonna toute illusion d'alliance avec l'UP, et par dessus sa crise — tout en continuant une série de conspirations qui échouèrent — elle réussit à hisser plusieurs drapeaux (démocratie, liberté, légalité, etc.).

Après l'attentat contre Perez Zujovic (juin 71) la classe dominante atteignit un certain degré d'unité entre le patronat et les partis politiques et, se basant sur la faiblesse et les vacillations de l'UP ainsi que sur l'encercllement économique et financier de l'impérialisme, elle commença son offensive à tous les niveaux : institutionnel, publicitaire, parlementaire, de masses, et même militaire. Au cours de l'année 71 elle réussit à entraîner des secteurs de la petite bourgeoisie, spécialement ses fractions propriétaires « enhardies », et jusqu'à des couches pauvres, obtenant des succès importants (manifestations des casseroles, triomphe électoral de Linares, O'Higgins et Colchagua) ce qui, lui signalent un rapport de forces favorable, fit ressurgir ses contradictions internes (mai, juin 72, putsch raté de Marshall, conversations UP-DC).

En août 72 la crise économique provoqua les hausses de prix et l'absence d'approvisionnement, la fraction « jarpiste » profita alors de la fissure créée entre le gouvernement et le mouvement de masse du fait des hausses et de certaines interventions répressives (Lo Hermida, Concepcion) pour lancer une offensive qui entraîna le reste de la classe dominante. La Grève d'Octobre, même si elle échoua, servit à mettre en évidence quatre questions : le degré d'enhardissement de la petite bourgeoisie et son soutien à la classe dominante, la puissance du mouvement ouvrier, le chemin restant à parcourir dans le travail réactionnaire effectué au sein du corps des officiers et enfin le degré de crise interne existant dans la classe dominante.

C'est alors que se forme le cabinet UP-Généraux, imposé par une fraction bourgeoise (le freïsme), qui, comme tentative ratée d'arbitrage entre les classes, se donna la « paix sociale » comme objectif : en essayant pour l'obtenir, d'imposer

3. - Perez Zujovic - Ancien Ministre de l'intérieur du Gouvernement Frei, responsable du massacre de Puerto Montt et de la répression contre le MIR en 1969.

un « consensus national » (été 73), rendant des entreprises et limitant les attributions des JAP. Il s'engendra — venant s'ajouter à l'échéance électorale, au manque d'approvisionnement et aux hausses de prix — une réactivation du mouvement de masses qui, avec un regroupement embryonnaire des courants les plus radicaux surgis au sein de la gauche, culmina avec l'important pourcentage électoral obtenu par l'UP en mars. Ce résultat réduisit les possibilités réelles pour les classes dominantes de renverser Allende par une voie plebiscitaire et prépara les conditions de la prochaine offensive réactionnaire et de ses formes, son axe principal étant reporté sur le corps des officiers des Forces Armées, offensive qui culmina à son tour par le renversement de l'UP.

LE MOUVEMENT DE MASSES

Le mouvement de masses dont la mobilisation suivait un processus ascendant depuis 1967, a accru son organisation et sa radicalisation, — ce qui s'est démultiplié après l'entrée de l'UP au gouvernement —, concevant ce gouvernement comme un instrument de ses luttes et profitant de l'élargissement des libertés démocratiques.

Les premières couches à se mobiliser massivement furent les secteurs pauvres des villes et des campagnes, la classe ouvrière le faisant quant à elle à un rythme plus lent, soumise comme elle l'était à une direction quasi exclusivement réformiste et centriste, et étant la bénéficiaire prioritaire de la redistribution du revenu. Au début, le gouvernement pouvait compter sur l'appui d'importants secteurs de la petite bourgeoisie (fin 1970, premier semestre de 1971).

Au cours de l'année 1971, l'offensive réactionnaire, la faiblesse et les hésitations de l'UP, son combat contre les mobilisations directes des couches pauvres des villes et des campagnes, firent que d'importants secteurs de la petite bourgeoisie « enhardie » furent entraînés par la politique réactionnaire et que certains secteurs des couches pauvres tombèrent dans l'indifférence politique dans le même temps

où la classe ouvrière agricole et certains secteurs de la classe ouvrière urbaine commençaient à accroître leurs mobilisations (1972).

Postérieurement (début 1973) les hausses de prix et le manque d'approvisionnement, l'échéance électorale et le regroupement embryonnaire de la gauche, ainsi que le degré d'accroissement relatif de notre implantation dans le mouvement ouvrier, provoquèrent une réactivation progressive du mouvement de masse, dont l'avant-garde était à ce moment clairement constituée par la classe ouvrière entraînant avec elle d'importants contingents des couches pauvres et allant jusqu'à réactiver des secteurs de la petite bourgeoisie (fonctionnaires) pour aboutir au résultat électoral de mars.

Quelque temps après eut lieu une offensive du réformisme sur l'ensemble de la gauche (division du MAPU, offensive publicitaire) préparant les conditions d'une nouvelle tentative de collaboration de classes qui aiguisa les contradictions internes au mouvement de masses et à la gauche (PS - MAPU). Mais le résultat électoral qui fermait aux classes dominantes le chemin plébiscitaire pour renverser Allende, la résistance aux concessions, clairement montrée par le mouvement ouvrier et des secteurs de la gauche, la situation économique qui relançait des couches pauvres dans la lutte, firent que les Forces Armées ne purent imposer leurs conditions et se retirèrent du gouvernement. Modifié une fois de plus, le gouvernement se rendit plus sensible aux aspirations du mouvement de masses et mena à terme une série de réquisitions d'industries, d'expropriations et de prises de terrains entre 40 et 80 hectares, impulsant partiellement l'approvisionnement populaire, etc.

Durant cette période (avril, mai et juin 1973), le mouvement de masse développa une série de nouvelles formes d'organisation, en même temps que d'importants secteurs intermédiaires et de la base de l'UP se radicalisaient, les JAP, les Cordons Industriels et les Commandos Communaux s'agrandissaient et se fortifiaient... Et ceci malgré le fait que le réformisme continuait à les combattre et que le centrisme, qui les soutenait en paroles, ne les encourageait pas dans les faits. Il se produisit un processus d'organisation accrue, de conscience politique plus élevée et d'autonomie de la classe ouvrière et du peuple. Mieux encore, quelques jours avant le 29 juin eut lieu sur la Place de la Constitution le rassemblement de masses le plus grand qu'on ait jamais vu à Santiago, qui dans ses mots d'ordre exigeait le développement et le renforcement du Pouvoir Populaire.

NOTRE POLITIQUE DANS LA PERIODE ET BREF BILAN

Au moment où se produisit le triomphe électoral de l'UP, nous étions un petit groupe dans la clandestinité, n'ayant d'existence organique que dans quelques provinces, avec un enracinement précaire dans le mouvement de masses, essentiellement dans quelques secteurs estudiantins et « pobladores », avec une histoire courte entamée après une division récente et comptant sur quelques cadres en majeure partie jeunes et récemment intégrés à la vie politique. Le triomphe d'Allende nous obligea à nous réadapter rapidement à une période différente de celle que nous avions connue et marquée par l'élargissement des libertés démocratiques, période fondamentalement politique et de masses.

Dans ces conditions dès le début, l'orientation de notre politique fut de construire le parti, accumuler des forces dans le mouvement de masses à partir d'un programme, impulser la mobilisation des masses et chercher à disputer au réformisme la direction du mouvement de masses. De la fin de 1970 jusqu'au milieu de 1972 notre politique souffrit d'une sous-estimation du degré et du caractère de la crise des classes dominantes, ce qui nous conduisit à une conception de l'action immédiate et à court terme sur le problème de l'affrontement. Ceci affaiblit notre travail politique et idéologique, au sein des masses, notre propagande, etc., même si au cours de cette étape nous pûmes avancer dans notre tâche de construction du parti, élaborer un programme, nous étendre dans presque toutes les provinces, nous développer dans presque toutes les classes sociales — essentiellement dans les couches pauvres — et affronter progressivement le réformisme en rapport avec sa pratique (qui en 71 et 72 épuisa son espace politique), avec l'expérience des masses sous sa direction et avec notre propre développement organisationnel et politique.

Depuis la fin 1972 et en été 73, hors de la tactique électorale, en accord avec notre expérience antérieure et les nouvelles conditions apparues (crise interne de l'UP,

développement de la crise économique, réactivation du mouvement ouvrier et des couches pauvres, croissance de notre Parti dans la classe ouvrière, renforcement du Parti, aiguisement et polarisation de la lutte de classes, etc. nous pûmes présenter un programme plus cohérent et plus complet, formuler et mener dans la pratique le développement du pouvoir populaire, développer une offensive de travail vers la troupe des Forces Armées, mettre en avant la consigne de Gouvernement des Travailleurs, impulser et obtenir quelques succès dans la politique de regroupement des forces politiques, entreprendre un combat plus clair sur le terrain politique avec le réformisme en même temps que nous appelions à un certain degré d'unité pour affronter la classe dominante.

Après mars, avec certaines modifications dues à la nouvelle situation (regroupement des forces à la base, Gouvernement des Travailleurs comme consigne ayant quelque crédibilité, précisions sur le pouvoir populaire, critique croissante aux conséquences du centrisme, extension et précision de notre tactique au sein des Forces Armées, combat contre le réformisme tout en cherchant à lui imposer un Gouvernement des Travailleurs, etc.), nous impulsâmes une politique semblable mais avec un meilleur rendement dans le mouvement ouvrier, dans les Forces Armées, dans notre propagande et dans les alliances à la base.

Un bref bilan de notre politique au cours de cette période nous montre, qu'en général, celle-ci fut correcte et juste et que notre problème fut une course désespérée contre la montre pour enlever au réformisme la direction du mouvement de masses, objectif dont nous n'étions pas loin à la mi-73 mais que nous n'avons pas atteint.

Des faiblesses il y en eut beaucoup parmi celles-ci : retard dans l'élaboration d'une conception claire du caractère de la période, faiblesses dans la manière de construire le parti sur les fronts, faiblesses dans la manière de se servir des conditions de la période pour une meilleure construction du Parti (insuffisances dans la formation de cadres, non tenue du Congrès National).

Dans la période que nous vivions alors, entre 1970 et 1973, il était apparemment nécessaire de modifier de manière drastique notre organisation vu les nouvelles conditions d'élargissement des libertés démocratiques et l'absence de répression. Néanmoins, il était aussi nécessaire de considérer que 1970 n'ouvrait pas une longue période « ouverte » et de « paix démocratique » mais que les conditions de ces années à venir seraient seulement transitoires, étant donné qu'une crise progressive du système de domination était en train de se développer, laquelle se résoudrait à court terme, fermant ainsi la période, par la victoire du prolétariat ou de la bourgeoisie ; pour que le prolétariat triomphe et par conséquent conquière le pouvoir, il était indispensable que nous assumions la direction du mouvement de masses. Ceci, sauf pendant quelques phases exceptionnelles de la période, se révéla toujours comme étant difficile à court terme, terme que la classe dominante s'était fixé pour résoudre la crise.

Malgré ces considérations, qui justifient et expliquent la nécessité de maintenir une série de formes organisationnelles de la période précédente et même si,

comme nous le verrons plus loin, nous avons soumis notre organisation à des modifications substantielles et à des rectifications organiques, il y eut quand même des insuffisances et des faiblesses qui ne trouvent pas d'explication dans une appréciation de la situation et de ses perspectives, mais au contraire, dans une lenteur et un retard à élaborer une conception claire de la période traversée, ce qui se traduisit aussi par un retard dans le développement de certaines mesures de rectification et d'adaptation (modification des Groupes Politiques Militaires-GPM) (1) et, plus grave encore, par le fait de n'avoir pu réussir à réaliser certaines de ces mesures parmi les plus importantes (Congrès National).

De cette manière, si le centralisme démocratique fut l'axe de la conception de notre parti, les rectifications sur ce terrain furent insuffisantes et celles qui furent adoptées se firent avec retard ; d'une part le centralisme diminua et le poids spécifique de la démocratie interne augmenta (élargissement et périodicité du C.C., réalisation de conférences régionales et nationales, de conférences élargies de GPM, conférences régionales et nationales par front, rénovation d'une ampleur significative à la base des directions de GPM, comités régionaux, comité central et bureau politique, rédaction de documents internes et discussions politiques, incorporation des membres du C.C. et des C.R. à l'élaboration des politiques à travers les commissions nationales et régionales, etc.) et d'autre part une partie des mesures précédemment signalés ne furent adoptées qu'au début et vers le milieu de 1972, certaines politiques importantes du parti étant discutées à la base avec un énorme retard (politique électorale et conférence nationale de février 1973) et d'autres, fondamentales, n'ayant pas été réalisées (Congrès National). La relation du Parti aux masses subit également une modification semblable. D'un côté on maintint une rigueur relative et appropriée dans les normes d'intégration au Parti tout en les rendant plus souples (recrutement massif, croissance du Parti chez les travailleurs, développement des FTR, MCR, MPR, FER (1), etc...) et d'un autre côté il y eut aussi des insuffisances et des retards dont beaucoup peuvent être attribués au développement progressif de la mobilisation et de la conscience des masses mais aussi à une inexpérience et à des confusions de notre part (faiblesses et retard dans la construction du FTR — fin 1971 —, inorganisation du MPR, imprécision et retard dans la définition du caractère de ces fronts — front intermédiaire ou front politique —, retard dans la compréhension et l'utilisation des alliances politiques dans notre travail de masse — milieu 72 —, etc...). Nous avons modifié notre modèle organisationnel de manière semblable, en maintenant le GPM comme structure de base. De cette manière, le compartimentage — que certains secteurs ressentaient comme un poids — réussit à se maintenir relativement, même s'il se rompit nécessairement (avec retard également puisqu'il ne se généralisa qu'en 1972) dans la constitution des commissions régionales, des

1. - GPM - Groupe Politico-Militaire : organe de base territoriale regroupant les cellules de travail de masse, cellules militaires, de renseignement, d'organisation, etc...

FTR : Front des travailleurs révolutionnaires.

MCR : Mouvement paysan révolutionnaire.

MPR : Mouvement des « pobladores » révolutionnaires.

FER : Front des Etudiants révolutionnaires.

conférences, etc... Il est possible aujourd'hui d'apprécier comment les différents niveaux de compartimentage respectés ont été la clé de la survie de notre organisation.

Les tâches militaires connurent un développement énorme, de nouvelles et complexes structures techniques étant créés (instruction, ateliers, techniques, forces, etc...). Les conditions de cette période permettaient et exigeaient d'impulser ces tâches à grande échelle, raison pour laquelle ces dernières se développèrent essentiellement à travers les structures dites centrales, au détriment relatif de ces tâches dans les GPM, vu la rareté des moyens. En même temps si le travail au sein des Forces Armées réussit à prendre une ampleur importante, il ne fut mené à bien avec des moyens suffisants qu'avec un grand retard (milieu 1972).

La discussion et la spécialisation du travail se maintint, atteignant, par étapes, le caractère d'une véritable dissociation entre le politique et le militaire, du fait de l'importance du travail de masses et du caractère essentiellement de perspective future revêtu par les tâches militaires en rapport avec l'affrontement. De cette manière, si pour toute une étape (71, milieu 72) la liaison entre le politique et le militaire fut plutôt formelle, postérieurement le développement du travail de masse armé et son impulsion par les GPM, relia de nouveau les tâches politiques aux tâches militaires.

La composition des directions fut également modifiée, elle prit un caractère combiné lorsque furent créés les secrétariats (de GPM, CR et BP) et lorsque l'on ajouta aux cadres (des GPM, CR, et BP) directement représentatifs des bases les « cadres volants », chargés des commissions, des fronts, de la propagande, de l'organisation, etc... Tout ceci fut mis sur pied également tardivement (milieu 72). A part les tâches militaires, les tâches centralisées en général (propagande, organisation, éducation politique, informations, travail sur les Forces Armées, les commissions nationales des Fronts) connurent un énorme développement, regroupant autour d'elles une partie importante de décisions d'informations, de cadres et de moyens, les conditions existant à ce moment-là le permettant et l'exigeant.

Toutes ces insuffisances furent importantes, mais elles ne réussirent pas à masquer le saut qualitatif que nous fîmes durant ces trois dernières années : nous avons connu une croissance énorme, notre poids spécifique a atteint une ampleur importante, nous nous sommes constitués en organisation nationale, nous avons pénétré, grandis et nous sommes consolidés dans toutes les couches du peuple et dans tous les noyaux de travailleurs, nous avons développé et consolidé une série de structures nationales auparavant inexistantes ; telles la propagande, les informations, l'éducation politique, militaire, etc... Nous avons réussi à constituer un embryon d'organisation coordinatrice des mouvements révolutionnaires du cône Sud avec l'ERP, les Tupamaros et l'ELN bolivien, nous avons donné un énorme développement aux tâches spéciales et au travail sur les Forces Armées et finalement (la situation actuelle, comme nous le verrons, le confirme) nous avons formé plusieurs centaines de cadres révolutionnaires qui bientôt, dans le futur, confirmeront que pendant ces trois ans nous avons forgé avant-garde pour la révolution prolétarienne au Chili.

CHAPITRE II

**OFFENSIVE
REACTION-
NAIRE
ET PUTSCH
MILITAIRE**



L'OFFENSIVE REACTIONNAIRE

La classe dominante, une fois connus les résultats électoraux de mars qui rendaient difficile un renversement de l'UP par voie plébiscitaire, après deux ans de conspiration ratées, après son échec relatif pendant la grève d'octobre 1972, après avoir jugé la radicalisation dont faisait preuve le mouvement de masse ainsi que l'accroissement de l'inquiétude et de l'agitation au sein des sous-officiers et de la troupe des forces armées, se décida (une de ses fractions principales avec le soutien des Etats-Unis) à lancer une offensive globale pour abattre le gouvernement de l'UP et soumettre les travailleurs.

A la fin du mois de mai étaient en liaison et se trouvaient déjà en train de préparer leur offensive la Marine en tant qu'institution, d'importants secteurs des officiers moyens et de haut grade de différentes branches, des secteurs représentatifs de la grande bourgeoisie patronale (SOFOFA (1), SNA (2), Chambre Chilienne du Bâtiment), des dirigeants des « gremios » petit-bourgeois : transporteurs, commerçants, écoles privées, un gros secteur du Parti National, l'aile ultra-réactionnaire du PDC ainsi que Patrie et Liberté. Le tout avec le soutien actif de membres de la Marine américaine de l'ambassade des USA au Chili. Ils disposaient de trois atouts : l'encerclement par le crédit des USA, les importantes positions institutionnelles, publicitaires et économiques que l'UP leur avait permis de garder et enfin la politique réformiste et hésitante qui prédominait au sein du gouvernement.

Ils lancèrent leur offensive en donnant libre cours au sabotage économique, en provoquant et en utilisant les hausses de prix et le manque d'approvisionnement, en profitant des contradictions internes à l'UP, mais ils échouèrent dans leur

1. SOFOFA - (Sociedad de Fomento Fabril) La confédération qui regroupe le patronat industriel.
SNA (Sociedad Nacional de Agricultura) - La confédération qui regroupe la bourgeoisie agraire et les latifondistes au Chili.

tentative d'entraîner derrière leur tactique d'importants secteurs ouvriers avec l'arrêt, fin juin, de la grève de El Teniente (1) l'énorme concentration de la CUT, et avec l'écrasement dans les rues par la mobilisation populaire, des tentatives de développement de soulèvements de rue fascistoïdes. Alors un secteur de Patrie et Liberté avec certains officiers du régiment de Blindés n° 2 (2) tentèrent un coup d'Etat, encouragés par l'accusation d'illégitimité du Gouvernement émise par le PN ; ils restèrent isolés et furent vaincus.

Mais ce soulèvement militaire manqué (le Tancazo) ouvrit une nouvelle étape au Chili : le mouvement de masses, classe ouvrière en tête, entra dans un processus de mobilisation jamais vu auparavant. Accompagnés d'une radicalisation massive dans les bases de gauche, de larges couches populaires atteignirent un degré de conscience et d'organisation énorme ; occupant les usines, organisant les Cordons Industriels (3) et à un moindre degré les Commandos Communaux (4), allant jusqu'à développer des formes de préparation militaire anti-putchiste. Un processus de regroupement se développa à la base entre nous, le PS, le MAPU (Garretton) et l'IC ; dans certains secteurs industriels ce processus toucha même une partie de la base du PC. L'agitation s'étendit parmi les sous-officiers et les soldats, entraînant parfois certains officiers.

La panique s'abattit sur les conspirateurs ; l'ensemble de la classe dominante s' alarma et la petite bourgeoisie fut atterrée. Mais la faiblesse de l'UP et du Gouvernement était telle que ce dernier ne prit aucune mesure, ne fit juger que quelques responsables directs, ne destitua aucun membre de la hiérarchie militaire soupçonné de faire partie de la conspiration, n'apporta aucun soutien à la mobilisation populaire et par conséquent la dirigea encore moins ; au contraire il décréta une zone d'Etat d'urgence et livra le contrôle de Santiago aux Forces Armées. Appréciant cette faiblesse, les fractions les plus puissantes de la bourgeoisie, le jarpisme et le freisme, lancèrent alors leur offensive : d'un côté ils permirent que la fraction « petite bourgeoisie » et « démocratique » du PDC (Fuentealba, Leighton, etc.) ouvrit au réformisme une issue illusoire sous forme de consensus face à la crise nationale, alors que de l'autre côté ils inauguraient une nouvelle tactique : placer l'UP devant l'alternative suivante, la capitulation ou le renversement ; ils exigèrent que le gouvernement avalise et permette la destruction progressive du terrain conquis par le mouvement de masses (dissolution du pouvoir populaire, perquisitions armées dans les usines), ils provoquèrent des soulèvements depuis les positions qu'ils conservaient dans l'appareil institutionnel (déclaration des présidents des différentes Chambres, Parlement, Cour Suprême et Contraloria) en même temps qu'ils mettaient en mouvement tout leur bloc social en déclenchant une grève illimitée (transporteurs, commerçants, écoles privées) et en développant une agitation furieuse au sein du corps des officiers des Forces Armées.

1. - El Teniente - mine de cuivre située à Rancagua dans la province de O'Higgins.

2. - Blindado n° 2 - régiment motorisé de Santiago.

3. - Cordones Industriales - organes qui regroupaient les ouvriers industriels selon des zones géographiques.

4. - Commandos Comunales de Trabajadores - organisations embryonnaires de pouvoir populaire regroupant la classe ouvrière, les « pobladores », les paysans et les étudiants selon les quartiers.

Au gouvernement et dans l'UP la contradiction et le trouble étaient la norme. La ligne prédominante, celle du réformisme petit bourgeois, était de rechercher un accord, un « consensus » entre l'UP et le PDC, alors que ce qu'exigeait le freisme était la capitulation. Ils menèrent ainsi des politiques fondamentalement défensives, visant exclusivement à donner aux Forces Armées des garanties sur le respect de la légalité, et à prendre des mesures pour pallier aux effets de la grève patronale. Avec l'illusion de parvenir à un accord avec le PDC fut constitué le Cabinet de « dialogue » qui réprima les ouvriers du Cordon Vicuna Mackena (1), les « pobladores » de Barrancas, condamna le pouvoir populaire, commença la restitution d'usines, aiguïsa les contradictions internes de l'UP en condamnant ses courants les plus radicalisés, en se heurtant au BP du PS et en soumettant l'IC. Le PC affrontait d'importants problèmes entre sa base ouvrière radicalisée et ses groupes dirigeants, conciliateurs, vacillants mais résistant dans la pratique à toute politique de contre offensive, combattant les Commandos Communaux, « l'extrême Gauche », etc. Le PS, dont la base s'était radicalisée, demeurait dans l'ambiguïté qui consistait à proposer des mesures plus radicales et en définitive à se soumettre au PC ; il n'offrit aucune issue, s'opposant aux concessions les plus flagrantes proposées par Allende mais sans se décider à présenter une solution de rechange.

Nous avons fait tout ce que nous avons pu pour sauver la situation ; nous avons lancé ce que nous avons appelé une contre offensive révolutionnaire et populaire consistant à prendre quelques mesures immédiates, en rapport avec les problèmes d'approvisionnement et l'inflation, qui rendirent la confiance aux masses ; à accumuler des forces au moyen d'une grève nationale, à constituer des Commandos Communaux à continuer le travail à l'intérieur des Forces Armées, etc. Nous nous sommes opposés au dialogue car celui-ci n'avait ni avenir, ni conditions objectives le rendant possible, nous avons alerté la gauche et les travailleurs sur la catastrophe vers laquelle le réformisme entraînait la classe ouvrière et le peuple avec cette politique, nous avons fait un appel, public et en privé, au PC (lequel repoussa tout accord) nous avons tenté de convaincre d'abord le PS, le MAPU et l'IC de la nécessité de mener une contre offensive, ensuite le PC et Allende. Ils hésitèrent et ne se décidèrent pas.

Postérieurement nous impulsâmes à la fois notre politique autonome, une offensive propagandiste, l'organisation des Commandos, la non restitution d'usines, le travail dans la base de l'UP pour imposer la contre-offensive et dans le même temps nous développions des mobilisations à la base et entreprenions les tâches spéciales et le travail au sein des Forces Armées, travail dont le résultat fut énorme et spectaculaire par rapport à notre point de départ. mais insuffisant.

1. - *Vicuna Mackena - un des quartiers industriels les plus importants de Santiago.*

L'OFFENSIVE FINALE ET LE REFORMISME

Jouissant d'une impunité absolue en face de l'impuissance du gouvernement et de l'UP, les fractions principales de la classe dominante lancèrent leur offensive finale : ils poursuivirent la grève patronale, multiplièrent les attentats terroristes, les sabotages et les assassinats politiques, ils systématisèrent les perquisitions dans les usines, la « recherche des armes », ils continuèrent leur travail d'agitation au sein du corps des officiers, isolant et combattant les officiers non putschistes (et ceux-ci hésitèrent), ils lancèrent la répression dans les Forces Armées contre les sous-officiers et les soldats anti-putschistes et finalement lancèrent les femmes d'officiers contre les officiers anti-putschistes en même temps que le Parlement déclara illégal le gouvernement de l'UP.

Le gouvernement qui, face à l'échec du dialogue avec le PDC, avait constitué un cabinet civils-militaires (inaugurant ainsi sa capitulation) lequel échoua à son tour, demeurait dans son impuissance et maintenait ses illusions de parvenir à un accord avec le PDC. Pour cela, l'UP cessa de fonctionner et proposa publiquement de décréter les réformes constitutionnelles de Hamilton et Fuentealba ainsi que celles de Moreno (1), semant ainsi la confusion parmi les travailleurs ; le gouvernement légitima par son silence les perquisitions (maintenant massives) dans les usines, les tortures des Mapuches à Cautin et des ouvriers de la Sumar (2) pendant la « recherche d'armes », il augmenta (à l'aide des chaînes nationales de radio et de Télé) ses attaques contre la gauche révolutionnaire qu'il accusa de « subversion » en même temps qu'il menait contre elle une campagne publicitaire, pour finir par se quereller à propos de la loi sur la sécurité intérieure de l'Etat contre les

1. - Ce sont des réformes de caractère bourgeois impulsées par le PDC. La première (Hamilton-Fuentealba) limitait l'Exécutif dans l'étatisation et la réquisition d'industries, exigeant également que ces derniers soient rendues. La seconde (Rafael Moreno) était destinée à freiner le mouvement paysan et à protéger les intérêts de la grande bourgeoisie agraire.

2. - SUMAR : une des usines textiles les plus importantes.

Secrétariats Généraux du PS, du MAPU et du MIR et contre les marins anti-putschistes, cautionnant ainsi toutes les tortures infligées. De cette manière le gouvernement scellait son destin ; une fois échouée sa tentative de collaboration de classes, il s'isolait en plus de tout un secteur de la gauche, réprimait la gauche révolutionnaire et semait le trouble parmi les travailleurs et la troupe anti-putschiste.

Le mouvement de masses, épuisé après plusieurs mois d'alerte et de mobilisation, frappé et humilié par les fouilles des Forces Armées, sans direction pendant des semaines, face à l'impuissance réformiste, aux hésitations et à l'inconséquence du centrisme, soumis à des répressions ponctuelles de la part de « son » propre gouvernement, attaqué et injurié impunément par la presse réactionnaire, déconcerté, se fragmenta progressivement, tombant dans l'indifférence politique. A un moment de cette période, ses secteurs d'avant-garde, en y incluant le MAPU, le PS et jusqu'à certains secteurs du PC, furent poussés par notre agitation à constituer des Commandos Communaux ; dans certaines Communes (Cerrillos) les paysans, les « pobladores » et les étudiants, se joignirent organiquement à la classe ouvrière. Mais c'est alors que certains secteurs du PS, parmi les courants les plus radicalisés et « en opposition au PC », mais sans direction et comme conséquence des vacillations de leur direction, constituèrent les « coordinations de cordons », divisant objectivement la CUT et isolant les autres couches du peuple et de la classe ouvrière, ce qui, en plus de renforcer les positions les plus réformistes et bureaucratiques du PC divisa en définitive les cordons en contribuant à cristalliser le désarroi, la fragmentation et la confusion dans les rangs de la classe ouvrière.

Au cours de cette étape nous avons dénoncé le chemin de la capitulation dans lequel s'engageait le gouvernement, nous avons convoqué, « au sommet » et « à la base » un regroupement des forces les plus radicalisées, non plus pour une contre offensive mais pour rendre leur confiance aux masses en vue d'affronter l'offensive réactionnaire et la capitulation réformiste ; nous avons impulsé la défense des soldats et des sous-officiers victimes de la répression, la défense des positions conquises par les travailleurs en multipliant notre agitation et notre propagande, notre travail au sein des Forces Armées, en dénonçant les vacillations et les inconséquences du centrisme, PS, MAPU etc... Nous n'avons obtenu des « possibilités » de développer un regroupement que le lundi 10 septembre. Si nous avons, au cours de cette dernière étape, commis une erreur (importante), ce fut de partir de l'hypothèse selon laquelle Allende irait jusqu'au bout du processus de capitulation initialement entamé : nous ne nous sommes pas trompés sur les intentions d'Allende si nous croyons les récentes déclarations de Briones (1), dans lesquelles il informe qu'Allende se préparait à convoquer un référendum sur son renoncement à la présidence, le lundi 10 septembre, et que le fait de n'avoir pas son discours prêt lui fit repousser l'échéance au mardi 11 à midi, le coup d'Etat éclatant le mardi dans la matinée.

Le début de la capitulation d'Allende, son intention de la mener jusqu'au bout, les garanties qu'il offrit au PDC et au haut commandement des Forces Armées ;

Briones : Ministre de l'Intérieur dans le dernier Cabinet d'Allende. De l'aile droite du PS, il a été l'un des auteurs de l'idée du plébiscite.

restitutions d'usines, condamnations publiques des occupations, des marins anti-putschistes etc., non seulement ne réussirent pas à empêcher le coup d'Etat mais encore le précipitèrent.

Nous nous sommes également trompés en croyant que la crise de la classe dominante s'exprimait dans la même mesure au sein des Forces Armées. Ici l'erreur fut de ne pas voir que s'il y avait bien une crise interne chez la classe dominante, le freïsme et le jarpisme était déjà d'accord pour renverser Allende et que s'il y avait bien des contradictions (encore persistantes) au sein des Forces Armées il y eut quand même un accord suffisant pour renverser Allende.

Tout ceci nous conduisit à conclure ces jours-là que si nous étions bien aux portes du Coup d'Etat militaire, celui-ci n'était pas imminent et que nous disposerions de quelques jours supplémentaires. Cette imprécision dans notre appréciation plus les mesures de sécurité que nous dûmes prendre rapidement la semaine précédent le coup d'Etat, vu l'ordre d'arrestation pris par la police militaire de la marine à l'encontre de notre Secrétaire Général et le début des poursuites entreprises contre des membres de notre BP et des agitateurs au sein des Forces Armées, ralentirent et rendirent plus difficile pendant ces quelques jours notre fonctionnement en tant que direction ; tout ceci fit que le coup d'Etat nous pris par surprise.

Malgré cela le caractère de cette surprise doit être différencié de celle avec laquelle le réformisme affronta le coup d'Etat. Nous fûmes surpris tactiquement. Le moment et la forme exacte du putsch militaire nous surprit, mais pas son imminence. Pendant des semaines nous avons alerté les travailleurs et la gauche sur ce qui se préparait, nous avons fait l'impossible pour l'éviter, nous avons signalé au Gouvernement, au reste de la gauche et au mouvement de masses les mesures à prendre pour l'affronter et nous avons également entrepris à l'intérieur du parti les tâches qui nous ont permis d'améliorer les conditions de l'affrontement (tâches spéciales, travail au sein des forces Armées, etc.). Nous ne nous sommes jamais trompés sur le caractère que la lutte des classes assumerait au Chili.

Tout autre est le cas du réformisme qui désarma les masses, la gauche et lui même en plaçant son espoir dans l'illusion selon laquelle il arriverait à établir une alliance avec une fraction bourgeoise (dialogue avec le PDC) ou à établir un accord avec le haut commandement des Forces Armées (Cabinet « civil-militaire » et de « Sécurité Nationale ») en échange de garanties et de concessions offertes à ces secteurs, concessions qui se traduisirent par la division et le désarroi dans sa propre base sociale et politique. Jusqu'au dernier moment, face à l'aiguïsement de la lutte des classes, les réformistes préférèrent jouer la carte d'une illusoire conciliation de classes, plutôt que de s'affirmer au sein des travailleurs et de la troupe des Forces Armées pour améliorer les conditions de l'affrontement. Ils furent surpris, tactiquement et stratégiquement, par le putsch militaire.

LE COUP D'ETAT

La classe dominante avait développé toutes les étapes de son offensive, elle entraîna avec elle, à partir des « gremios » patronaux, les « gremios » petits bourgeois, l'appareil institutionnel et finalement le corps des officiers, elle parvint à des accords tactiques suffisants entre ses principales fractions et, n'étant pas capable par elle-même, vu sa crise interne, de résoudre la crise du système de domination, la colonne vertébrale de l'état bourgeois, à savoir les Forces Armées, la résolut à sa place. Elle réussit également à fragmenter l'UP et à provoquer la confusion dans ses rangs, en profitant de sa conception réformiste dominante et en laissant agir un faible secteur petit-bourgeois démocratique du PDC qui alimente les illusions de l'UP. A travers ses partis, sa presse, son argent et son pouvoir institutionnel elle put constituer, au-delà de sa crise interne, un puissant bloc social qu'elle plaça à l'offensive.

Elle ne déclencha pas le moment militaire de sa lutte pour une totale restauration de son pouvoir à travers ses organisations politiques, corporatistes ou paramilitaires mais à travers une branche de l'Appareil d'Etat : les Forces Armées, ce qui lui permit de compter sur une unité de commandement et d'organisation. Ceci, ajouté au fait qu'elle avait l'initiative — étant donné les conditions existant au Chili —, lui permit de compter sur un autre élément militairement fondamental, la surprise. Le soutien des Etats-Unis et l'impunité de sa conspiration lui permirent de planifier soigneusement chaque détail du plan putschiste à l'échelle nationale, mobilisant rapidement ses troupes, coupant les moyens de communication de masses et arrêtant les directions des partis de l'UP. La technique utilisée par les Forces Armées (traditionnellement inexpertes) durant le coup d'état, ne peut s'expliquer que par une aide étrangère, déjà riche d'expérience, comme le confirment les voyages clandestins, immédiatement préalables au putsch, de l'ambassadeur des USA à son pays ainsi que la présence des bombardiers US dans des pays limitrophes et sans oublier la présence « accidentelle » de la flotte Unitas au large des côtes chiliennes.

Ils disposèrent d'un degré d'unité important au sein des Forces Armées par la destitution, quelques jours auparavant, des membres anti-putchiste du haut-commandement, par la répression antérieure lancée contre les marins anti-putchistes, au sein de l'Armée, et à un degré moindre, de l'aviation (secteur resté confus et en repli les semaines précédentes du fait de l'attitude prise par le Gouvernement au moment de l'affaire de la Marine anti-putchiste) ; ils se mobilisèrent durant les premières heures, que les unités dont ils étaient parfaitement sûrs, arrêtent et fusillant tous ceux qui tentèrent de résister au coup d'Etat (parmi eux le Colonel Cantuarias, Commandant de l'Ecole de Haute Montagne ainsi que de nombreux membres des régiments des différentes branches).

Le mouvement de masses, déconcerté, frappé et dispersé par la politique du Gouvernement pendant les dernières semaines, resta pour sa plus grande part craintif, terrorisé et ne développa aucune résistance. Les secteurs d'avant-garde dans les Cordons Industriels, les « poblaciones », certaines zones rurales et dans les Universités occupèrent leur lieu de travail en attendant une direction et des armes ; ils furent délogés postérieurement, la résistance se développant en certains endroits.

La gauche, sans direction unique, était divisée en au moins trois secteurs, le gouvernement, qui connaissait déjà de sérieux heurts avec l'ensemble de l'UP, à l'intérieur de cette dernière un secteur (PC, PR, MAPU Gazmuri) en relative contradiction avec le centrisme (PS, MAPU) et finalement nous qui travaillions à pousser le centrisme à prendre des positions révolutionnaires. Tout ceci empêcha une action coordonnée et d'ensemble, ce qui fut aggravé par la décision d'Allende de rester à la Moneda, en plein centre de Santiago où toute tentative de résistance était énormément difficile et sans aucune perspective.

Malgré cela il y eut une résistance et des combats de plusieurs heures auxquels participèrent différents secteurs de la gauche à la Moneda, dans tout le centre de Santiago, dans l'Université Technique de l'Etat, à San Miguel, Cerrillos, Las Condes, Santiago et dans les provinces (d'après ce qu'on en sait pour le moment) à Valdivia, Valparaiso, Nuble et Talca. Dans l'ensemble du pays, dans les villes et les campagnes, il y eut également une résistance, collective ou individuelle, dispersée et fragmentée, des foyers de résistance se maintenant dans la Cordillera (Valdivia). Les chiffres furent : plus de 20 000 prisonniers et environ 10 000 morts, parmi lesquels un millier de soldats.

Notre riposte ne fut pas celle que l'on attendait, mais notre appréciation est que nous avons fait tout ce que les conditions objectives permettaient. Trois éléments affaiblirent considérablement notre capacité de riposte : l'état d'esprit des masses et de la troupe après des semaines durant lesquelles le Gouvernement commença sa capitulation, la surprise et la faible résistance de ce dernier et de l'UP, ce qui limitait le temps avec lequel nous comptions pour constituer nos forces. Tout ceci s'exprima dans la lenteur relative dans la constitution des directions (de 8 h à 10 h 30) et la constitution des unités opérationnelles et des forces centrales, dans la lenteur et parfois l'impossibilité de constitution de la masse armée (masse méfiant et déconcertée), dans la lenteur du transport de l'armement du fait de l'absence de moyens et de la dispersion des stocks dues à la répression préalable à

travers le contrôle des armes, dans l'arrêt de notre radio (7 h du matin) et bien que nous nous soyons emparés de deux radios qui ne fonctionnèrent pas — brouillage par les Forces Armées — et dans la perquisition le matin même du local où se trouvait le BP, etc...

Le matin de ce jour-là nous donnâmes des instructions pour constituer les directions et nos forces, et au milieu de la journée nous lançâmes l'ordre de déclencher une offensive générale ; nous acceptâmes une réunion avec le BP du PS pour entreprendre une action conjointe, réunion qu'ils fixèrent pour midi, arrivant à 2 heures. Arriva également un membre du BP du PC qui refusa toute coordination avec nous, déclarant que le PC allait attendre pour voir si « les militaires fermaient ou non le Parlement ». Ils s'opposèrent à livrer résistance et se retirèrent. Alors que nous préparions un plan de résistance avec le PS, nous fûmes encerclés ; nous brisâmes l'encerclement après plusieurs heures. Dans la soirée nous lançâmes l'ordre de replier et de ne poursuivre que des actions de harcèlement (Allende étant mort et le pays contrôlé par les Forces Armées). Une partie de notre direction était encerclée militairement et le reste isolé, les communications étaient interrompues et le mouvement de masse, qui constituait notre force militaire principale, était passif et replié si bien que nous fûmes tous envahis par une sensation de colère et d'impuissance, les conditions objectives imposaient le repli et c'est ce que nous fîmes avec les unités opérationnelles et les forces centrales.

L'absence d'expérience du combat fut l'un des facteurs qui influa le plus négativement sur notre capacité de résistance, surtout chez les travailleurs. Par contre, aujourd'hui, nous pouvons compter sur un contingent appréciable de « vétérans » qui dans le futur auront un rôle fondamental.

Si, comme nous l'avons vu, il y eut des causes conjoncturelles et tactiques qui limitèrent notre capacité d'action militaire le 11 septembre, il y eut également le résultat de faiblesses antérieures de notre travail politique et militaire. Nous avons une stratégie et une tactique correctes dans leurs grandes lignes ; nous avons aussi réussi, à un degré significatif, à constituer certaines forces militaires (unités opérationnelles et forces centrales). Mais dans le même temps, la rareté des moyens fit que les détachements armés du Parti se révélèrent insuffisants, de même que notre système de communications. Les plans militaires ne furent pas toujours appliqués à l'échelle communale et régionale et d'autres restèrent inachevés ; l'ensemble du Parti n'apprécia pas toujours correctement les tâches militaires et, comme nous l'avons vu, notre travail au sein des Forces Armées, malgré ses succès, ne fut impulsé avec l'effort nécessaire que vers la fin 1972. Malgré tout cela, étant donné les moyens limités dont nous disposions, l'inexpérience du combat de nos cadres et les conditions objectives inexistantes, nous pensons avoir fait beaucoup.

Fondamentalement nous avons perdu la bataille avant, lorsque nous n'avons pas été capables d'enlever au réformisme la direction du mouvement de masse ; la politique du réformisme déconcerta, divisa et désarma la classe ouvrière et le peuple, force militaire principale dans notre tactique. Nous ne pouvions pas en quelques heures, sur le terrain militaire, récupérer le terrain politique que nous avons été incapable de conquérir au sein des masses les mois précédents.

BILAN

Le putsch militaire fut le point culminant de l'offensive réactionnaire et cristallisa la victoire de la classe dominante ainsi que la défaite de la classe ouvrière et du peuple, ouvrant une période contre révolutionnaire.

L'Etat bourgeois jeta son masque démocratique et ses griffes de fer frappèrent et réprimèrent le mouvement populaire ; il tenta au moyen de son appareil répressif de résoudre la crise de la classe dominante, d'écraser le mouvement de masses et de restaurer ainsi le système de domination capitaliste en crise.

La classe dominante conquiert le pouvoir à l'aide des Forces Armées et avec l'appui d'un large bloc social bourgeois et petit bourgeois. Le gouvernement de l'UP fut renversé et le mouvement de masses fortement frappé, ses organisations dissoutes, ses secteurs les plus conscients renvoyés, ses dirigeants emprisonnés ou fusillés ; les partis de l'UP, spécialement les vieux partis ouvriers, furent durement frappés, rendus illégaux et dans une large mesure, démantelés dans certaines régions. Nous avons également été atteints, quoique à un degré moindre.

La politique, la stratégie et la tactique qui échouèrent et furent vaincues au Chili ce furent celles du réformisme, qui avec sa politique, entraîna le mouvement de masse à la catastrophe. L'illusion réformiste de transformer les structures d'un pays et de les rendre révolutionnaires avec la neutralité et la passivité des classes dominantes a échoué. Son projet de réaliser de faibles réformes en se soumettant à l'ordre bourgeois et en essayant sans succès la collaboration de classes, a échoué.

Son action politique fut imprégnée du sectarisme le plus tenace ; jusqu'au dernier moment il refusa toute unité d'action avec nous et son échec permit à la Dictature Gorille de faire tout un tapage publicitaire sur les cas de corruption qui existèrent au Gouvernement, essayant par là de discréditer le socialisme. Le centrisme de gauche élaborait un programme révolutionnaire et proclamait verbalement une tacti-

que correcte, mais comme toujours dans l'histoire, il transforma dans la pratique sa liaison avec le réformisme en subordination, et finit dans son inconséquence par constituer l'aile gauche de la capitulation et de l'échec du réformisme. L'impuissance réformiste et la vacillation centriste des semaines antérieures au Coup d'Etat se transformèrent après celui-ci, à part quelques exceptions, en désertion, leurs directions allant s'asiler massivement.

La politique révolutionnaire n'a pas été vaincue, le socialisme et la révolution prolétarienne n'ont pas échoué. Mais la contre-révolution bourgeoise, sous la forme du Coup d'Etat militaire, frappa la classe ouvrière et le peuple et les obligea à se replier et battre en retraite ; ce repli et ce reflux forcé du mouvement de masses nous touche et nous affecte. Nous sommes, les révolutionnaires et l'avant-garde politique, en période de repli. S'ils n'ont pas perdu, loin de là, la guerre, la classe ouvrière et le peuple ont subi une défaite importante. C'est seulement si nous comprenons cela clairement que nous pourrons développer une tactique adéquate et réaliste.

Maintenant, si les classes dominantes ont obtenu une victoire et conquis le pouvoir, elles n'ont pas résolu la crise structurelle de la société chilienne pas plus qu'elles n'ont résolu en définitive la crise de la classe dominante, pas plus qu'elles ne réussiront à éliminer la classe ouvrière et le peuple, à la différence d'autres expériences. Notre organisation, si elle a été frappée, n'a pas été démantelée ni écrasée, loin de là, sauf dans certaines communes du pays. Plus encore, nous avons alerté les travailleurs et le peuple sur la catastrophe où nous entraînait le réformisme, nous avons combattu sa politique et en avons proposé une autre. Nous n'étions pas au gouvernement, il n'y a pas de corruption que l'on puisse nous attribuer, et le 11 septembre nous avons combattu le Coup d'Etat. Au-delà des coups reçus et avec une tactique correcte, nous avons l'autorité morale et la force organisationnelle suffisante pour donner une direction au mouvement de masses, et le conduire à la victoire.



CHAPITRE III

**UNE
NOUVELLE
PERIODE
EST OUVERTE**

LE CARACTERE DE LA PERIODE

Avec le coup d'Etat militaire s'acheva la période pré-révolutionnaire que le Chili traversa durant ces trois dernières années et nous sommes entrés dans une période contre-révolutionnaire caractérisée par la tentative de la classe dominante de restaurer entièrement le système de domination en crise, résolvant sa crise interne et écrasant le mouvement de masses. Ceci implique une victoire de la classe dominante obligée de maintenir son offensive, en même temps que le mouvement de masses subit une défaite et doit se replier.

De cette manière, face à l'incapacité des fractions bourgeoises à résoudre leur crise interne, la colonne vertébrale de l'Etat bourgeois résout la crise de système de domination capitaliste en résolvant la crise de l'appareil d'Etat et en réprimant le mouvement de masses, à travers l'instauration d'un Etat d'exception et la restauration pleine et entière du système d'exploitation capitaliste.

Dans le même temps, la crise structurelle chilienne, crise de l'accumulation capitaliste et de la formation sociale, se maintient et la lutte inter-bourgeoise s'aiguise (le mouvement de masse étant replié, cette situation n'engendre pas directement une crise du système de domination).

La dictature gorille se propose de la résoudre en édifiant un nouveau bloc historique, celui de la grande bourgeoisie alliée au grand capital nord-américain, en proposant un nouveau programme qui lui permette une accumulation capitaliste rapide, en essayant dans ce but le modèle de la sur-exploitation et une économie de marché (ou de libre concurrence) qui n'a pour perspectives, étant donné l'étroitesse du marché national, que de se mesurer au marché extérieur (sous-région Andine).

Dans une telle période, les contradictions internes à la bourgeoisie continuent et peuvent même s'accroître. Les contradictions où tombent les fractions bourgeoises

ses les rendent impuissantes, ce qui amène les Forces Armées à résoudre la crise au moyen de leur action propre, puisque les fractions bourgeoises développent un processus d'autonomie relative (autonomie auparavant développée par les Forces Armées en réponse à la crise du système de domination). Dans une telle période, les Forces Armées, tout en sauvegardant des éléments de leur autonomie relative passée, se liguent, réalisant la politique d'une fraction de la bourgeoisie, et soumettant le mouvement de masses par la répression. Au Chili, les Forces Armées se sont liées à la fraction qui représente la grande bourgeoisie industrielle et les fractions les plus modernes de la grande bourgeoisie agraire. C'est ainsi que la dictature au Chili, outre qu'elle restaure le système de domination capitaliste comme tel est en même temps en train d'imposer un modèle politique et économique de domination ultra-réactionnaire, que l'électorat a refusé depuis des dizaines d'années. Elle le fait en instaurant un Etat d'exception, par une dictature gorille, et par la sur-exploitation du travail.

LA DICTATURE GORILLE, COMME FORME DE L' ETAT D'EXCEPTION

Le système de domination capitaliste de la classe dominante sur la classe dominée s'établit principalement par l'appareil d'Etat et ses institutions (appareil de répression, pouvoir législatif, pouvoir judiciaire, etc.) et par d'autres institutions (église, enseignement, syndicats, presse etc.).

En période normale de lutte de classes une fraction de la bourgeoisie accapare l'appareil d'Etat, mais des morceaux de pouvoirs se répartissent de façon variable dans les institutions du système de domination qui maintiennent entre eux des degrés d'autonomie significatifs. La possibilité de remplacement d'une fraction hégémonique par une autre devient possible, par l'intermédiaire du suffrage universel, ce qui autorise un jeu flexible entre distinctes fractions bourgeoises. On permet ainsi à la classe dominée une participation mineure dans les institutions du système de domination en lui offrant, au travers du suffrage universel, l'illusion de participer à la conduite du pays et un possible accès au pouvoir. Ceci est la

forme optimale de la domination bourgeoise : la démocratie représentative, forme de domination qu'a connu le Chili ces 40 dernières années et que connaissent les générations actuelles. Lorsque le système de domination est en crise et que l'on tente sa restauration, l'Etat prend la forme d'un Etat d'exception. Dans lequel une fraction de la bourgeoisie assume l'hégémonie dans l'appareil d'Etat à partir d'une de ses branches (fréquemment — c'est le cas du Chili aujourd'hui — l'appareil de répression est la colonne vertébrale ainsi que la branche la plus solidement structurée de l'Etat). Elle y centralise les différentes fractions des autres branches, par le contrôle de certaines et la subordination ou la limitation des fonctions des autres. Au Chili à la suite de l'autonomie relative réalisée par les Forces Armées par rapport aux fractions bourgeoises en crise, le corps de ses officiers a assumé l'hégémonie de l'appareil d'Etat en se liant à la grande bourgeoisie industrielle monopoliste et en réalisant sa politique ultra-réactionnaire.

L'Etat d'Exception se caractérise par les limitations qu'il impose à l'autonomie relative des institutions du système de domination et des diverses branches de l'appareil d'Etat entre elles. Il termine ainsi le jeu flexible des distinctes fractions de la bourgeoisie. Les contradictions entre ces fractions ne disparaissent pas, mais elles doivent maintenant se développer dans un système rigide et sans souplesse une fois disparues les libertés démocratiques et le suffrage universel. L'autre caractéristique de l'Etat d'Exception est qu'il écrase le mouvement de masses sous la pression en le soumettant de façon coercitive à sa domination, en détruisant la souplesse que la démocratie représentative offre aux classes dominées ; il élimine aussi la participation, bien que faible et illusoire d'éléments de la classe dominée aux institutions du système de domination et en dissout les organisations (fédérations, syndicats, presse, partis, etc.).

Ces contradictions internes à la bourgeoisie prennent une forme particulière dans un Etat d'Exception ; d'une part elles s'aiguisent et s'expriment plus clairement en profitant de l'espace politique qui détermine l'écrasement du mouvement de masse mais d'autre part, elles ont de meilleures chances de résolution car il n'y a plus de mouvement de masse ascendant qui puisse s'interposer. Dans le même temps, et bien que ça prenne une signification majeure de par la rigidité du cadre institutionnel, les fractions non-hégémoniques participent (en subordonnées), sous des formes variées, et avec des grandes limitations, aux institutions de l'appareil d'Etat, elles s'y constituent en « groupes de pression » ou encore en « zone d'influences » dans les ramifications de l'Etat (même lorsque leurs partis sont éliminés).

Dans les cas du coup militaire chilien, les Forces Armées se sont emparées du pouvoir exécutif ; ont fermé le Congrès National et assumé la fonction législative ; maintenu la « Contraloria » et la justice avec des fonctions subordonnées et limitées (conseils de guerre pour les délits « politiques », la Contraloria ne contrôle pas la Junte mais conseille cette dernière pour l'administration de l'Etat) ; décrété l'Etat de guerre interne et aboli les libertés ; déclaré les partis bourgeois en récession, censuré sa presse et finalement contrôlé les universités.

En même temps elles ont déclaré illégaux les partis de gauche, dissout la CUT et les fédérations syndicales, assassiné des milliers de travailleurs, emprisonné d'autres milliers et elles maintiennent aujourd'hui la répression contre les travailleurs et la persécution contre la gauche.

Ce qui s'est instauré au Chili n'est pas à proprement parler un Etat fasciste mais plutôt une dictature militaire ou « gorille » à caractère fascistoïde qui tente de se constituer en Etat corporatiste. Ce n'est pas un régime fasciste proprement dit car il n'a pas un mouvement de masse en état de mobilisation permanente comme base de sustentation, pas de bloc social comme appui social qu'intègre massivement et activement la petite bourgeoisie, pas de parti fasciste qui articule et centralise la conduite du processus pour la fraction hégémonique de la bourgeoisie et enfin parce que la police politique n'est pas la branche la plus puissante de l'appareil. Même si la dictature militaire chilienne réussit à se constituer en Etat corporatiste, ce qui ne lui sera pas facile, elle sera loin d'avoir la force, la vitalité et les possibilités qu'ont détenues les Etats fascistes des décennies antérieures, qui non seulement s'appuyaient sur la répression mais possédaient, tout au moins dans la période initiale, un bloc social de soutien petit-bourgeois dirigé par un parti et en état de mobilisation permanente. Mais au Chili il s'agit plutôt d'une dictature gorille à caractère fascistoïde, qui essaye, non sans grandes difficultés, d'inclure les syndicats patronaux et petit-bourgeois dans un Etat corporatiste. Les efforts et les intentions de la Junte pour constituer un Etat corporatiste ont été exprimés dans les déclarations des syndicats patronaux, dans les premières déclarations du général Leigh, dans son intention de rédiger une nouvelle Constitution, dans son projet de Statut Social de l'Entreprise, etc... Les difficultés ont surgi de l'opposition rencontrée par ce projet dans les autres fractions bourgeoises (Francisco Bulnes, Alwyn) et de la rupture prématurée du bloc social sur lequel la Junte pouvait compter au début ; rupture comme conséquence de sa politique qui a éloigné d'importantes couches petit-bourgeoises, ce qui jusqu'à présent a dilué et retardé toute définition à ce propos. Ils ont été obligés d'adjoindre deux démocrates chrétiens à la commission qui prépare la « nouvelle » constitution, la promulgation de cette constitution a été repoussée à la fin de 1974 et ils ont du accepter qu'elle soit soumise à un référendum, et il semble qu'on n'arrivera pas à court terme à un état corporatiste, et que si on y arrive, ce sera sans l'appui d'une vaste base sociale petit-bourgeoise, seule base sociale solide pour un état corporatiste.

Mais s'il est vrai qu'il n'a pas les caractéristiques d'un Etat fasciste et qu'il affronte des difficultés pour se constituer en véritable Etat corporatiste, il ne constitue pas pour autant une dictature militaire dans laquelle l'Armée, en tant que branche de l'appareil répressif de l'Etat, s'installe au pouvoir et exerce la dictature fondée essentiellement sur la coercion. Par son origine historique, sa base sociale de soutien et sa politique, la Junte militaire a conquis le pouvoir, soutenue par un bloc social étendu, avec l'appui de tous les partis bourgeois et des institutions de l'Etat ; bien que sa politique ait brisé prématurément sa base d'appui social, en éloignant ainsi les couches les plus pauvres de la petite bourgeoisie, elle s'appuie encore sur un bloc social formé par les syndicats patronaux et les couches supérieures de la petite bourgeoisie. Elle ne constitue pas, aujourd'hui un Etat corpora-

tiste, mais au-delà des difficultés qu'elle affronte pour le faire, elle essaie systématiquement d'y arriver (Secrétariat général de la Femme et de la Jeunesse, Statut Social de l'Entreprise, et décret-loi fixant les attributions du bureau d'urgence et des instances municipales en relation avec les « pobladores » sans maison, etc.). En vérité, c'est bien la forme que prennent les contre-révolutions bourgeoises en Amérique Latine. Pour remplacer les mouvements fascistes européens des décennies antérieures, on installe des variétés de dictatures militaires à caractère fascistoïde ou encore des dictatures gorille.

LA SUR- EXPLOITATION DU TRAVAIL

A la fin des années 60 l'économie chilienne entra dans un processus de stagnation, semblable à ceux que supportèrent antérieurement ou simultanément, les autres économies latino-américaines. Le soi-disant secteur industriel-dynamique de l'économie s'était développé depuis 1940 jusqu'à la fin des années 50 aux dépens de l'industrialisation dite de substitution des importations. Cette dernière vit sa croissance stopée, à la fin des années 50 car, en produisant essentiellement des produits de luxe, elle se heurta aux étroites limites des marchés des pays pour ces produits, restreints aux couches peu nombreuses de hauts revenus. L'UP, en tant que gouvernement réformiste de gauche, tout comme les précédents mouvements populistes d'Amérique Latine, s'essaya à résoudre la crise. Elle y réussit en 1971 et partiellement en 1972, en s'appuyant sur un modèle économique fondé sur une redistribution radicale des revenus orientée vers les couches les plus modestes de la population. Leur pouvoir d'achat a ainsi augmenté ce qui a élargi le marché intérieur et stimulé un accroissement de la production industrielle par une utilisation de la capacité industrielle installée et non utilisée en augmentant ainsi le marché du travail et en diminuant de façon significative le chômage.

Ce modèle qui a permis et exigé une croissance des libertés démocratiques se fondait sur la redistribution des revenus vers les couches les plus pauvres et sur le

plein emploi. Mais la mise en œuvre en 1971 et partiellement en 1972 de toute la capacité installée et non-utilisée, a aussi épuisé ce modèle économique. Si ce projet a échoué ce n'est pas parce qu'il suivait les lois du marxisme, mais bien parce qu'il s'en était éloigné en permettant à la classe dominante de conserver la propriété privée des positions fondamentales dans l'appareil de production et de distribution. Ceci a été la conséquence d'une politique réformiste qui n'était pas guidée par une stratégie du pouvoir et qui, dans le domaine de l'économie, cherchait à opérer essentiellement sur la consommation.

La classe dominante cherche aujourd'hui à résoudre la crise économique qu'elle traverse en utilisant un modèle de surexploitation. Elle cherche son issue à travers une expansion industrielle à partir d'une accumulation capitaliste ayant pour base une augmentation radicale de l'investissement privé étranger et national, et l'obtention d'un excédent supérieur à la normale en système d'exploitation capitaliste ; ceci en cherchant à le réaliser par une haute rentabilisation de l'exploitation capitaliste aux dépens des revenus des travailleurs.

Pour cela elle diminue radicalement le niveau de vie de la masse des travailleurs et l'emploi, baissant par là les coûts de production. Ceci conduit : à une restriction du marché interne à quelques couches restreintes de hauts revenus, à essayer d'aligner, grâce à la liberté des prix, ses coûts sur ceux du marché extérieur (sous-région andine, Brésil, Argentine) sans relier la recherche d'un marché à la délimitation des frontières. Ce qui en même temps rend également plus rentable l'investissement national et étranger.

Tout ce modèle économique repose sur la surexploitation de la classe ouvrière et du peuple, diminuant de façon notable ses revenus et augmentant massivement le chômage, ce qui n'est possible que sous un régime répressif et dictatorial comme celui de la Junte.



CHAPITRE IV

LA SITUATION ACTUELLE

LA JUNTE MILITAIRE ET SA POLITIQUE

Les Forces Armées ont pris le pouvoir d'assaut, par le feu et le sang. Immédiatement elles ont aboli les libertés démocratiques dans tout le pays, ont fermé le parlement, pris le contrôle et limité le pouvoir judiciaire et le Conseil d'Etat (Contraloria). Elles ont frappé d'illégalité les partis de gauche et mis en retrait les partis bourgeois, imposé la censure de la presse aux journaux et radios de la Droite et fermé ceux de la gauche ; elles ont pris le contrôle des universités, dissout la CUT et les fédérations syndicales et maintenant commencent à dissoudre les syndicats paysans de gauche. Elles ont mis en prison des dizaines de milliers de travailleurs, multiplié les exécutions, sommaires ou par conseil de guerre, par centaines aujourd'hui. La torture est pratiquée massivement, des milliers de personnes sont pourchassées. Les Forces Armées ont établi le couvre-feu dans tout le pays, interdit la littérature marxiste dont elles ont fait des bûchers publics, etc... Il n'y a pas une famille aujourd'hui au Chili, y compris des couches les plus hautes, qui ne compte pas un mort ou un prisonnier politique.

Leur politique économique, expression de leur alliance avec le grand capital et leur objectif de dénationalisation de l'économie, a été dès le début réactionnaire et rétrograde, commençant par remettre en ordre l'appareil productif capitaliste en rendant à leurs anciens patrons la quasi-totalité des usines du secteur sociale et une grande quantité des « fundos » illégalement expropriés ». Egalement, en arrêtant un grand nombre de Travaux Publics, en remettant les chantiers aux mains des constructeurs privés, licenciant massivement les travailleurs de toutes les activités (« main-d'œuvre non productive »), semant le chômage sur leur passage.

Dans le but de rentabiliser plus l'exploitation capitaliste et d'attirer ainsi l'investissement national et étranger (projet de dénationalisation de l'économie), de stimuler les exportations et abaisser les coûts de production pour être compétitifs sur le marché extérieur (sous-régions andine, ALALC, Brésil, etc...), les Forces

Armées ont décrété la liberté des prix, provoquant des hausses énormes. Ceci ayant pour conséquence que les producteurs fixent eux-mêmes leurs prix, avec « une marge raisonnable » de profit, « sans contrôle de l'état ». Pour stimuler les exportations, ils ont décrété une hausse du taux de change du dollar de 25 Escudos à 280 Escudos (ce qui a provoqué d'énormes et violentes hausses pour tous les produits importés, c'est-à-dire aujourd'hui les aliments, les pièces de rechange industrielles, etc...). En même temps, a été décrété une réduction radicale des revenus des travailleurs par le moyen des licenciements massifs et les hausses de prix (le coût de la vie a été multiplié par 7 à 10 fois et les salaires, quand les bonifications promises ont été payés, par 3 seulement).

Leur projet économique inclut un libéralisme rétrograde, celui que requiert un Etat « non-interventionniste », étroit et bon marché si l'on en juge aux mesures précitées, qui se proposent en outre de réduire l'importance de l'Administration publique, laissant au chômage un large contingent de la petite bourgeoisie fonctionnaire ; afin de diminuer les dépenses publiques, les Forces Armées ont limité dans des proportions surprenantes le nombre d'inscriptions universitaires et du reste de l'Education nationale, augmentant énormément le chômage des étudiants.

En réalité, derrière le modèle de liberté des prix s'en cache un autre dans lequel le seul bénéficiaire est le grand capital monopoliste, étant donné d'une part que l'appareil de production chilien est hautement monopolistique quant à sa structure (de ce point de vue la loi antimonopole est une farce), ce qui permet — s'il n'y a pas de contrôle d'Etat — des prix élevés sans concurrence possible. D'autre part les grandes entreprises produisent à moindre coût que les petites et moyennes entreprises (production en série à plus grande échelle, densité de capital, technologie plus moderne, etc...), d'où des profits plus élevés. Tout ceci ne peut que conduire à la crise les petites et moyennes entreprises, en concentrant toujours plus de capital aux mains de la bourgeoisie monopoliste, ce qui en même temps aiguïsera les contradictions interbourgeoises.

Mais également en ce qui concerne ce modèle économique, il ne pourra échapper à d'énormes difficultés : le Chili n'est pas l'Allemagne nazie qui disposait, elle, d'une puissante infrastructure d'industrie lourde et d'une énorme capacité technologique ; ce n'est pas non plus le Brésil, avec son immense potentiel économique et de marché interne, avec ses cent millions d'habitants. Nous ne sommes pas aujourd'hui dans la décennie des années soixante marquée par le « boom » économique nord-américain, avec une classe dominante stable et le bénéfice d'un rapport de force mondial et continental qui, pour le moins, n'est plus le même actuellement. Le Chili est un pays retardé, avec un marché interne étroit.

La recherche de marchés extérieurs dans les pays andins, ou du reste de l'Amérique Latine, devra affronter la concurrence de la production à moindre coût des entreprises multinationales déjà installées dans la région, affronter celle des « grands » du continent (Brésil, Argentine, Mexique). Un facteur aggrave cette situation : c'est le fait que le secteur le plus favorable à l'exportation de produits chiliens, le marché andin, comprend des pays (Pérou, Equateur, Vénézuéla,

etc...) qui se situent politiquement en contrepoids au bloc constitué par le Brésil, la Bolivie et l'Uruguay, auquel adhère politiquement le Chili.

D'autre part, le Chili traverse aujourd'hui une profonde crise économique, avec des baisses significatives de production industrielle (1972-73 : 19 %), avec un énorme déficit de sa balance de paiements (de 53 %) pour 1973 avec une dette extérieure de 3 454 milliards de dollars.

Le « Club de Paris » conditionne la renégociation de cette dette à la résolution du problème de l'indemnisation des compagnies du cuivre, dont celles-ci évaluent le coût à 750 millions de dollars. Au sein de ce club — malgré les « bonnes dispositions » nord-américaines — il faut compter l'influence de pays comme la Hollande, la Suède et l'Italie qui ont durement critiqué la Junte (de là, la prudence relative de la Junte sur les questions diplomatiques). (1)

Les crédits externes, unique source de financement dans les conditions actuelles et dans le cas chilien, par les seuls Etats-Unis, n'ont pas été accordés avec la forme, la rapidité et l'ampleur annoncées, quoiqu'en dise aujourd'hui la Junte. D'abord parce qu'il n'y a rien d'étonnant à ce que les Etats-Unis soient ingrats avec ceux qui leur font le sale travail (cas du Vietnam du Sud, actuellement), ensuite parce que la crise interbourgeoise nord-américaine est aujourd'hui plus aiguë : ainsi le sénat américain a-t-il résolu de conditionner l'aide gouvernementale des USA au Chili « au respect des droits de l'homme » ; ceci s'est aggravé puisque le parlementaire américain, a invité au Chili pour « démentir des rumeurs mensongères », est revenu aux Etats-Unis en disant que, parti au Chili avec des « préjugés », il avait vu « au Chili ces préjugés se confirmer ». Cela, après que le gouvernement chilien ait repoussé la demande de la Chambre des Représentants des USA que soit envoyée une commission d'enquête sur les Droits de l'Homme comme condition première à la discussion de la résolution du Sénat U.S. (1). D'autre part les crédits obtenus par les efforts de Saenz (100 millions de dollars, selon les dépêches d'agence), correspondent aux prêts des Banques privées américaines, rapidement obtenus certes mais prêtés à court terme à un taux d'intérêt élevé.

Malgré tout cela, affirmer que le Chili marche vers une banqueroute économique serait une erreur. La Junte bénéficie de quelques avantages : le prix du cuivre a subi des hausses spectaculaires (qu'il faut relativiser avec l'énorme hausse du pétrole, dont le Chili achète les 2 /3 de ce qu'il consomme sur le marché international) et, avec les limites que nous avons souligné, les crédits extérieurs parviendront. La production agricole profitera des prix offerts et des semailles de printemps, bien que le secteur agricole « réformé » qui représente un pourcentage appréciable des terres agricoles, ne puisse compter sur des capitaux, des machines, l'expérience, etc... étant donnée la politique de la Junte. Ce secteur ne

1. — Cette séance a eu lieu et le Chili a obtenu de la Banque Privée nord-américaine quelques garanties.

1. — La Junte a publié le rejet par l'Assemblée Nationale de l'accord de Sénat, mais les démarches parlementaires ne sont pas encore finies.

recevra que difficilement le traitement préférentiel dont il a besoin ; de plus, le secteur privé, avec ses capitaux importants, ses machines, de meilleures terres, laissera de côté et en arrière le secteur « réformé » ; éventuellement un processus d'achat des terres des paysans du secteur de réforme agraire par les entrepreneurs privés pourrait bien commencer, il est même possible de compter sur une augmentation de la production industrielle.

Ce que nous voulons préciser, c'est que le modèle économique mis en œuvre par la Junte n'est pas seulement ultra réactionnaire et empreint de limites et de risques, dans le contexte d'une profonde crise économique. Ce n'est qu'au prix d'énormes difficultés et pas à court terme qu'il pourra résoudre la crise et que, de toutes manières, il le fera en déchargeant considérablement le poids de la crise et l'effort pour la dépasser sur le dos des travailleurs, condamnant à la misère et au chômage de larges couches du peuple, y compris des couches inférieures de la petite bourgeoisie propriétaire et fonctionnaire, avec une marge possible à peu près nulle pour un jeu populiste.

LA DICTATURE GORILLE ET SA BASE SOCIALE D'APPUI

Le projet politique, la politique économique de la Dictature Gorille, en même temps qu'elle sert économiquement une fraction bourgeoise (la grande bourgeoisie monopoliste et le capital nord-américain) et lui confère l'hégémonie de l'appareil d'Etat à travers l'état d'exception, porte préjudice progressivement et profondément à d'autres fractions bourgeoises (entreprises de plus basse composition de capital, de technologie moins avancée, hauts coûts de production, etc.) ; elle les déloge quasiment de leurs positions dans l'appareil de l'Etat, ce qui accentue la lutte interbourgeoise et constitue la base objective de contradictions croissantes entre différents secteurs de la classe dominante et ses représentants politiques avec la Junte Militaire.

De cette manière la Junte Militaire, par sa politique (suppression des libertés démocratiques et politique économique), a brisé la base sociale que la classe dominante avait réussi à réaliser pour faire tomber Allende. Ce bloc incluait la

grande bourgeoisie capitaliste, la moyenne et petite bourgeoisie, la petite bourgeoisie fonctionnaire et tous les partis de la bourgeoisie. Actuellement, la Junte a éloigné brutalement de son alliance sociale, deux mois après l'accès au pouvoir, des secteurs de la petite bourgeoisie, les petits entrepreneurs du Transport et du Commerce et, particulièrement l'importante petite bourgeoisie fonctionnaire ; progressivement, ses contradictions avec des secteurs de la moyenne bourgeoisie s'accroissent, gardant seulement son alliance avec la grande bourgeoisie, des secteurs de la moyenne bourgeoisie qui lui sont directement reliés, les couches les plus hautes des professions libérales, les grands entrepreneurs du transport et du commerce, restreignant ainsi rapidement la base sociale du régime et perdant ainsi de sa solidité. Ce qui est un processus commun dans le courant du développement des régimes fascistes et gorilles, s'est réalisé au Chili extrêmement vite, avant même que la gestion gouvernementale de la Junte ait porté ses fruits économiques, nageant dans une grave crise économique, avec de grandes difficultés pour la résoudre et sans avoir éliminé totalement la gauche et les révolutionnaires. Tout cela a aggravé ses contradictions internes et celles de la classe dominante.

La Junte Militaire est l'expression politique d'un secteur du haut-commandement militaire, fortement appuyé dans le corps des officiers, en alliance avec un secteur ultra-réactionnaire de la classe dominante représentant les intérêts du grand capital, fondamentalement industriel. Les principaux « conseillers » (qui sont en réalité ceux qui orientent la politique de la Junte) sont des représentants des grands entrepreneurs : Orlando Saens (ex-président de la SOFOFA), Hugo Léon Puelma (Président de la Chambre Chilienne de la Construction), Fernando Leniz (ex-président du « Mercurio »), Jaime Guzman (ex- « Patrie et Liberté »), un secteur du parti National (PN) et Patrie et Liberté. Le secteur prédominant du haut commandement est le plus « dur » : l'amiral Merino, les généraux Leigh, Torres de la Cruz, Nilo Floody, Arellano, etc..., idéologiquement à caractère gorille et fascistoïde.

Il existe un autre secteur de la Junte, de moindre poids spécifique et subordonné au premier, qui tente une politique qui présente des traits populistes et plus « constitutionnalistes ». Il regroupe les généraux Mendoza, Bonilla, Brady, Carrasco, Lagos, qui s'appuient sur un secteur des officiers intermédiaires et un groupe restreint des techniciens du PDC qui participe au gouvernement ; ce secteur a été progressivement déplacé par le premier (destitution du général Rolando Gonzalez du Ministère de l'Economie, promotion du général Torres de la Cruz du grade de général à celui d'Inspecteur général de l'Armée ; la nomination du général Arellano au poste de commandement de la 2e Division — qui comprend Santiago —, l'envoi du général Carrasco aux USA, etc.). Malgré cela, les contradictions persistent et s'aggravent au sein du corps des officiers intermédiaires, en particulier chez les carabiniers et surtout dans la troupe, à cause du surcroît de travail, des atrocités qu'ils sont obligés d'accomplir, du bas niveau des revenus par rapport aux énormes hausses de prix.

Les contradictions des différents secteurs bourgeois se sont aggravées et développées, de façon différenciée suivant les secteurs. Tout un secteur du PN, celui de la

vieille couche libérale (ceux qui, tout en étant réactionnaires, sont essentiellement « constitutionnalistes » et « civilistes » : Bulnes, par exemple) a exprimé publiquement son opposition à la constitution d'un Etat corporatiste et son appui à la légalisation du secteur « marxiste, non-léniniste ». Des corporations petites bourgeoises (ex. : Cumsille) ont évoqué (avec plus de précaution) leur « malaise » dû à la politique économique de la Junte qui profite aux industriels et aux grands commerçants, et dans une mesure moindre aux petits commerçants (où représente Cumsille).

Mais les contradictions majeures et récemment aggravées, apparaissent avec le PDC qui, bien qu'ayant appuyé de fait la chute d'Allende et participe au gouvernement avec quelques techniciens, est au fond, en tant que fraction bourgeoise, en désaccord avec le modèle de domination qu'impose la Junte. Frei est partisan du soutien inconditionnel, Aylwin est partisan de le conditionner au respect des libertés démocratiques et Leighton est partisan de l'opposition totale. Les différents secteurs du PDC qui au départ s'étaient affrontés sur le problème de leur attitude face à la Junte, ont vus par la suite s'aggraver leurs contradictions internes ; après les déclarations du Général Pinochet dans lesquelles de fait il était dit que les militaires ne quitteraient pas le gouvernement mais qu'ils ouvraient un long processus « Civil-militaire », dont étaient exclus les partis politiques, ces secteurs ont accentué leurs contradictions avec la Junte et augmenté leurs critiques à son encontre.

Partisans d'en finir avec le retrait des partis de la vie politique et de convoquer des élections à court terme, ils ont rejeté l'idée que la Junte établisse une nouvelle Constitution, sans un plébiscite préalable, ou l'idée de la constitution d'un état corporatiste ; ils se sont opposés à la prise de contrôle des universités et à la politique de liberté des prix.

L'expression de cette opposition a été fréquente : appels au respect des Droits de l'Homme ; défense des ambiguïtés du Cardinal ; déclarations de Aylwin en Allemagne selon laquelle il faut lutter pour rétablir la démocratie, et il a avancé la nécessité qu'il y ait des élections avant huit mois, et récemment ses avertissements sur les risques de se soumettre à une dépendance des crédits nord-américains, son avertissement concernant son opposition à une dictature militaire ; les querelles avec Radio Agriculture pour ses critiques à Aylwin, pour les attaques du « Mercurio » contre le groupe Leighton ; la réponse de Olguin au « Mercurio », etc... Autant d'indices qui montrent que la tendance est à l'aggravation des conflits interbourgeois, que le PDC passe d'une situation de « groupe de pression » à celle d'« opposition passive » ; ce qui est déjà aujourd'hui une réalité dans le secteur petit bourgeois et démocratique de ce parti (Leighton) qui est aujourd'hui virtuellement une organisation distincte du PDC.

Le caractère qu'assume actuellement la lutte interbourgeoise doit être bien précisé, afin d'éviter des confusions postérieures.

Aujourd'hui au Chili, une fraction bourgeoise opère un contrôle hégémonique de l'appareil d'Etat (grande bourgeoisie et capital étranger) ; elle le fait de façon

rigide et peu flexible en rapport au reste des fractions bourgeoises, non hégémoniques, qui sont quasi totalement écartées du contrôle et de la participation dans l'appareil de l'Etat et entre en contradiction avec la dictature gorille dans la lutte pour plus de pouvoir et pour des parts de l'excédent économique dont l'Etat dispose au Chili (revenus du cuivre, crédits, extensions fiscales, etc.). La politique économique qui met en œuvre la Junte (liberté des prix, économie de marché, etc.) comme nous l'avons vu, bénéficie à une fraction bourgeoise gravement préjudice aux autres.

Le PDC, parti représentant d'une fraction bourgeoise, ses « politiciens professionnels » écartés du pouvoir par la dictature gorille, assume la représentation des intérêts des fractions non hégémoniques de la classe dominante, et accroît aussi ses contradictions avec la Junte militaire. Son objectif est de rendre plus flexible la distribution de l'excédent économique que l'Etat contrôle, entre les différentes fractions bourgeoises, et ceci s'exprimant dans la constitution d'un corps collégial qui partage le pouvoir avec la Junte militaire, le pouvoir législatif : le Parlement. Afin d'accumuler des forces pour affronter et exiger ces objectifs de la Dictature Militaire, le PDC cherche à mettre derrière ses objectifs un large contingent social : les couches petites bourgeoises, ouvrières et pauvres de la ville et de la campagne, affectés de façon dramatique par la politique de la Junte Militaire ; et pour cela il brandit les drapeaux qui peuvent lui permettre d'attirer et de prendre la direction de ce contingent social, en tant que base sociale d'appui à ses objectifs : la restauration des libertés démocratiques et la défense du niveau de vie des masses.

Après cristalliser son objectif et, de façon similaire, d'autres tentatives populistes antérieures des décades précédentes, le PDC appelle le réformisme, aujourd'hui frappé et désireux d'obtenir l'alliance et, étant donné les conditions objectives, le type de programme et de tactique que cela leur impose (gouvernement démocratique, pas de lutte armée, etc.) subordonne le réformisme aux objectifs de cette fraction bourgeoise qui cherche en réalité à utiliser la base sociale ouvrière et populaire du réformisme.

Le PDC, en tant que représentant d'une fraction de la classe dominante, ne lutte pas en réalité pour la restauration des libertés démocratiques pour l'ensemble du peuple. Son objectif, c'est la restauration des libertés démocratiques pour lui-même, comme fraction bourgeoise ; c'est-à-dire la restauration du jeu souple des différentes fractions bourgeoises entre elles, qui leur permette de disputer et participer dans des meilleures formes à la distribution du pouvoir et de l'excédent économique du pays. Une fois cela obtenu, porté dans les bras de l'appui populaire, le PDC se retournera contre celui-ci.

Si nous ne comprenons pas cela, nous ne serions pas capables de comprendre pourquoi le PD' a aidé et coopéré activement à la chute d'Allende et de l'UP (essai putschiste de Ruiz Danyeau impulsé par Frei ; appui du PDC en octobre 72 et juin 73 et sa souscription à l'accord de la Chambre des Députés qui, quelques semaines avant le « coup d'état, lui donnait une base « légale », etc...), ou encore les déclarations du PDC au moment du Coup d'Etat en faveur de la Junte (celles

d'Aylwin tout de suite après le putsch, celles de Frei postérieurement) ; nous ne serions pas capables de comprendre l'appui explicite et répété du PDC à la répression du mouvement de masses, du marxisme, des extrémistes (tout autre chose est de demander que tout cela se fasse en accord à la jurisprudence, au Droit, etc... ce qui correspond plutôt à l'utilisation de ces « précautions » comme bande-roule politique).

Tout ceci n'est pas un obstacle, sinon au contraire des éléments susceptibles d'aider à tirer parti et de stimuler cette lutte interbourgeoise dans la mesure de nos forces, en ayant par contre clairement conscience que c'est diamétralement différent d'une alliance.

En même temps, nous ne devons pas confondre le PDC, le parti, son conseil et ses représentants (Frei, Hamilton, Carmona, « les Piranhas » (1), etc...) avec un secteur de celui-ci, la petite bourgeoisie démocratique (nous l'avons ainsi définis au C.C. de mai 1972) constitué par Leighton, Donoso, Fuentealba, etc..., qui, au-delà de leurs vacillations, se sont opposés à faire tomber Allende et avant sa chute, ont fait des déclarations condamnant immédiatement le coup d'Etat et constituent aujourd'hui un groupe organiquement à part du PDC, avec lesquels il est possible de réaliser une alliance.

La politique de la Junte Militaire, en plus d'avoir déclenché la répression et la persécution contre toute la gauche, d'avoir brisé le bloc social qui l'a conduite au pouvoir et aiguïser les contradictions interbourgeoises, cette politique dresse contre elle d'importants secteurs ouvriers et populaires auparavant résignés, passifs ou politiquement indifférents, en les précipitant violemment dans la misère et le chômage.

1. — « Les piranhas » : groupe financier qui contrôle la production et la distribution de l'électroménager et d'une ample gamme d'autres produits

LA SITUATION INTERNATIONALE

La situation mondiale a évolué dans les dernières années par rapport à la décade précédente. L'impérialisme a essuyé des défaites importantes au Vietnam, Laos et Cambodge, après s'être employé à fond dans cette zone, ses intérêts ont été récemment frappés au Moyen-Orient par les Arabes sur les terrains militaire et économique, mettant en évidence des changements dans les rapports de force mondiaux. Au même moment les contradictions au sein du reste des pays capitalistes développés (Japon, France, etc...) par rapport aux USA sont en ascension et s'approfondissent aujourd'hui autour de la question du Moyen-Orient, tout en s'accompagnant de la poursuite des contradictions entre l'URSS et la Chine, ce dont tirent parti les USA.

L'accord mondial entre l'URSS et les USA qui cherchait, entre autres objectifs, à éliminer des tensions dans les zones de conflit, n'a pu globalement se réaliser dans les cas du Vietnam et du Moyen-Orient, mais a eu pour conséquence un effet attendu : l'accroissement et le durcissement de la domination impérialiste dans son domaine colonial (l'Amérique Latine), ce qui aide à expliquer la chute du gouvernement UP.

Mais en même temps, l'URSS et les pays socialistes (sauf la Chine Populaire) ont réagi violemment au coup d'Etat Militaire, générant une offensive internationale contre la Junte. Ce qui diffère substantiellement de leur attitude vis-à-vis du coup militaire brésilien en 1964, et bolivien en 1961.

D'un autre côté, les contradictions interbourgeoises aux Etats-Unis ont pris ces derniers mois un développement et une tension jamais vus depuis fort longtemps : dans la lutte contre les multinationales, le cas du Watergate, le cas Agnew et maintenant la possibilité d'un jugement politique contre Nixon. Ce qui s'est également exprimé en rapport avec le cas chilien : campagne publicitaire avec

l'accord du Sénat nord-américain, rendant difficile l'appui de l'impérialisme à la Junte Militaire.

En Amérique Latine, la lutte plus aiguë pour la répartition de l'excédent économique, approprié dans les pays concernés sous différentes formes, a eu pour conséquence progressive d'étendre un nationalisme bourgeois touchant des pays comme le Pérou, Panama, l'Equateur, le Venezuela, le Mexique et l'Argentine, et plus faiblement, la Colombie, Costa Rica, etc... Pays auxquels Cuba a réussi à se lier, et pour lesquels de ce point de vue la chute du gouvernement UP est une défaite. Ce camp tend à se différencier de celui que composent le Brésil, la Bolivie et l'Uruguay, et formule progressivement et sous des formes différenciées toujours plus d'exigences à l'égard des USA (réunion de Bogota), particulièrement en ce moment où les prix des matières premières sont en hausse.

De par sa situation économique et sa dépendance de l'aide financière nord-américaine, le Chili a les plus grandes difficultés à s'associer à ce courant en Amérique Latine. Ses affinités actuelles le rapprochent plus du Brésil, bien que ses perspectives de s'intégrer dans une certaine mesure à un marché sous-régional n'ont pour possibilité que le Pacte Andin. Ces contradictions et difficultés de la politique internationale chilienne font que celle-ci reste dans l'ambiguïté : le Chili assiste à la conférence de Bogota (à laquelle le bloc brésilien n'a pas participé), resserre ses liens avec le Brésil mais continue de garder des relations politiques et économiques avec l'Argentine (en compétition avec le Brésil dans la perspective d'une hégémonie sur l'Amérique du Sud, le Cône Sud en particulier), et recherche à résoudre ses conflits avec la Bolivie (avec difficultés, car les exigences de la Bolivie sont grandes).

Le Coup d'Etat militaire et la Junte ont éveillé dans le monde entier une condamnation, un mouvement de refus aux militaires et une solidarité avec la gauche et les travailleurs chiliens qui ne sont comparables qu'avec la solidarité mondiale soulevée par la guerre du Vietnam. Des gouvernements bourgeois comme ceux du Mexique, de la Hollande, de l'Inde, ou des gouvernements « progressistes » et sociaux-démocrates comme en Suède et en Italie, refusent de reconnaître la Junte Militaire et la condamnent publiquement. Tous les pays socialistes (sauf la Chine Populaire) ont suspendu leurs relations diplomatiques ; il y a eu un arrêt général de travail de protestation en France, en Finlande et en Argentine ; les dockers refusent de décharger les bateaux chiliens dans les ports de Liverpool, Venise et Naples ; se succèdent les déclarations, les meetings et les campagnes de collecte de fonds pour aider la Résistance au Chili, le Sénat Nord-américain s'indigne contre les violences et la violation des Droits de l'homme au Chili, etc.. tout cela porte préjudice et affaiblit énormément les possibilités pour la Junte d'obtenir facilement des crédits extérieurs, l'image du Chili à l'extérieur étant seulement comparable, et pire même, à celle du gouvernement d'Afrique du Sud ou de la Grèce.

La Junte s'est félicitée de ce que quelques-uns de ces refus de décharger les bateaux chiliens ont maintenant pris fin. (Décembre 1973)

LE MOUVEMENT DE MASSE

La classe ouvrière et le peuple, après une période comme celle de l'UP dans laquelle a été parcouru un chemin énorme en termes d'organisation et de conscience, suivie ensuite par une période de confusion et de désarroi, conséquence de la tactique réformiste imposée dans les semaines antérieures au coup d'Etat Militaire, après que celui-ci ait réussi, ont été soumis à des coups sévères et importants.

Durant les premières heures et les premiers jours, dans sa majorité la masse est restée déconcertée, en attente et passive dans ses maisons. Seuls les secteurs d'avant-garde ont occupé les lieux de travail et tenté diverses formes de résistance dans les quartiers populaires. Là, ils ont été attaqués de façon sanguinaire par tous les moyens militaires, délogés par les coups et par le feu des armes, les dirigeants ont été fusillés, les emprisonnements ont été massifs et beaucoup ont été torturés. Postérieurement, avec un grand développement de la délation, les dirigeants des cordons, des commandos, des poblaciones ou des syndicats, ont été arrêtés et plusieurs fusillés. Ensuite ont suivi des opérations militaires dans les poblaciones, les cordons industriels, la campagne, les bureaux publics, etc..., des licenciements massifs pour le fait d'être de gauche ou pour « surplus de main-d'œuvre » dans les usines et les campagnes.

La contre-révolution bourgeoise a continué ensuite en dissolvant la CUT, les fédérations syndicales, de nombreux syndicats paysans, avec la remise à des entrepreneurs privés de la quasi totalité des usines et des entreprises du bâtiment, de multiples « fundos », les reprises patronales de fundos, la fermeture des inscriptions universitaires (6 000 étudiants touchés à Concepcion et 7 000 à l'Université Technique de l'Etat - UTE), la fermeture définitive des Facultés, la prolongation forcée des horaires de travail dans les usines et les services publics. Tout ceci a culminé avec le déclenchement d'un violent processus de hausses des prix (8 à 10

fois) accompagné seulement par l'augmentation partielle des revenus des travailleurs (3 fois), quand il en a été effectivement ainsi (ce qui n'a pas été le cas pour la majorité, au moins dans le premier mois). Avec ses avant-gardes politiques frappées et séparées des masses par la répression, avec ses secteurs les plus conscients également pourchassés et licenciés, avec ses organisations désarticulées, la classe ouvrière et le peuple sont tombés tout naturellement, dans un tout premier temps, dans la crainte, la perte de confiance et le désarroi.

Postérieurement, en réaction aux hausses de prix, au bas niveau des revenus et à l'exigence de surtravail, et en conséquence de la restriction radicale des libertés, de l'extension de la misère et du chômage à des larges secteurs qui incluent des démocrates chrétiens de la base et la petite bourgeoisie, la crainte a commencé à diminuer. Un sentiment d'indignation et d'opposition à la Junte s'est développé : les critiques et les commentaires se sont faits plus ouvertement, la délation a diminué de façon notable pendant qu'augmentèrent simultanément les plaintes pour « travail lent » dans les entreprises et la réarticulation de notre organisation au sein des masses. Des formes de résistance de la classe ouvrière de caractère semi-spontané (grèves horaires dans quelques dizaines d'usines de Santiago en résistance à l'imposition des nouveaux horaires de travail) ont surgi.

Les travailleurs du Chili n'ont pas l'Histoire de la classe ouvrière indonésienne ou brésilienne ; ils comptent avec une longue tradition de libertés démocratiques et d'organisation ouvrière, que pour le moins il sera extrêmement difficile d'anéantir. Ils ont connu pendant le gouvernement précédent un élargissement des libertés démocratiques, une importante augmentation de leurs revenus, et ont commencé à avoir des degrés croissants de participation à la gestion de leurs entreprises.

Malgré la défaite subie et les coups reçus, tous les efforts de la Junte pour « intégrer » les ouvriers, de supprimer le « conflit artificiel entre le travail et le capital » par la voie de la sémantique ou du décret, apparaissent voués à l'échec. Sa pratique même en est un démenti quotidien, et les militaires se voient obligés de continuer en s'appuyant sur la répression.

Plus encore, le coup d'Etat et la politique mise en œuvre postérieurement par la Junte sur tous les plans, ont sans doute réussi à désarticuler jusqu'à maintenant l'organisation des travailleurs, mais en même temps ont fait passer les travailleurs chiliens, héritiers d'une longue expérience, par un moment historique de la lutte des classes et de la domination bourgeoise qui ne peut qu'apparaître en tant que tel. La Junte réussit ce que n'a pas réussi le gouvernement de l'UP : isoler les classes dominantes de couches étendues de la petite bourgeoisie et ouvrir à la classe ouvrière l'opportunité historique de les faire venir renforcer les combats des travailleurs.

Malgré ces possibilités, nous avons encore aujourd'hui un mouvement durement frappé et désarticulé, un contingent d'hommes poursuivis et rejetés, réserve populaire d'une future armée de combattants, aujourd'hui désorganisée et qui lutte pour survivre. Les larges couches de pauvres des campagnes et de la ville, de la petite bourgeoisie propriétaire ou non, frappée par les restrictions de libertés et

fortement touchée dans son niveau de vie qu'anime un sentiment agressif d'opposition à la Junte Militaire, mais qui sont dispersés et sans organisation.

Nous comptons sur une classe ouvrière frappée, sans ses organisations de lutte et démantelée, mais qui a une très haute conscience politique et qui après avoir vécu l'une des expériences les plus riches d'enseignement est aujourd'hui moins effrayée et qui, à partir du moment où la production capitaliste ne peut l'ignorer en tant que classe, et de sa concentration dans les grandes usines, dans les cordons, a devant elle la possibilité historique de se constituer en axe social de la résistance et de la lutte. Et ainsi d'assumer la direction du reste des couches du peuple en constituant derrière elle le bloc social le plus important qu'elle ait connu dans l'histoire de ses luttes.

Mais tout ce processus de constitution de la force sociale, révolutionnaire, condition fondamentale de la Révolution, ne naîtra pas spontanément, sinon sous la direction de l'avant-garde révolutionnaire qui saura conduire les travailleurs, leur donner les structures organiques adéquates qui permettent de les intégrer à la lutte dans toutes ses formes et à tous les niveaux, suivant une tactique qui, orientée selon les perspectives historiques possibles, parte des limites et des difficultés que la situation actuelle impose.



CHAPITRE V

LA PERSPECTIVE



La crise du système de domination capitaliste qu'a traversé le Chili, et que la Junte Militaire essaye aujourd'hui de résoudre, fut d'une profondeur énorme, bien plus importante que d'autres expériences comparées habituellement, comme celle d'Indonésie ou celle du Brésil, qui avaient de plus une histoire différente et se passaient à une autre époque.

Le Chili a une longue tradition de libertés démocratiques et de démocratie représentative, soutenue structurellement par un grand développement de la petite bourgeoisie et un poids important de la classe ouvrière industrielle et minière avec une longue tradition syndicale, une énorme politisation et un développement important des partis politiques. Cette décennie, à la différence de la décennie antérieure, connaît d'importants coups donnés par l'impérialisme et un plus grand poids du camp socialiste, avec un accroissement de la lutte interbourgeoise nord-américaine et avec les pays latino-américains jouissant d'une hausse conjoncturelle des prix de ses matières premières, mais avec ses économies en crise et stagnant, cherchant des issues sur le chemin du développement d'un nationalisme bourgeois latino-américain, qui nécessite d'affronter les U.S.A. à un certain niveau et avec une gauche révolutionnaire socialiste et indépendante, se consolidant au même temps au Chili, en Argentine, en Uruguay et en Bolivie.

La profondeur de la crise du système exprimait un accroissement du conflit interbourgeois, inconnu depuis des dizaines d'années et qui subsiste encore atteignant toutes les institutions de l'Etat, l'appareil bureaucratique et aussi l'appareil répressif. En même temps la classe ouvrière atteignait de très hauts niveaux de conscience et arrivait à diviser (en partie) la petite bourgeoisie et intégrer à son alliance sociale des couches pauvres et même certains secteurs de la troupe des Forces Armées.

Le coup d'Etat Militaire et la Junte n'en ont pas fini avec tout cela et ils n'y parviendront pas. Seule une guerre civile comme celle d'Espagne aurait pu le faire (par l'anéantissement total de l'un des combattants) ou une répression encore plus sanguinaire et étendue qu'aujourd'hui au Chili. La faiblesse de l'appui de l'impérialisme (par le rapport de forces mondiales et sa propre crise interne), la lutte à l'intérieur de la bourgeoisie locale et les contradictions à l'intérieur même des Forces Armées ne le permettent pas.

De plus, sans avoir eu définitivement liquidé la gauche et le mouvement de masses, ils ont accéléré une politique d'abolition prolongée des libertés démocratiques et une politique économique à laquelle leur gestion n'apporte rien (sauf « l'ordre » et la « confiance »), ils ont cassé le bloc social qui les a porté au pouvoir, en accroissant la lutte interbourgeoise en s'isolant de larges couches de la petite bourgeoisie et en mobilisant contre eux de larges couches, auparavant passives, de la classe ouvrière du peuple.

En même temps qu'ils ont cassé leur bloc sociale ils n'ont pas réussi à briser le bloc social populaire, à intégrer — au moins jusqu'à maintenant — des secteurs ouvriers à leur base social d'appui. Ils n'ont pas non plus réussi à le faire devant la

démagogie de l'opposition à certains moments décisifs (octobre 1972, mars 1973, ou pendant la dernière grève). La Junte n'a pas gagné des secteurs ouvriers et ne les sommet pratiquement que par la répression à la différence des états fascistes comme l'Italie ou l'Allemagne des décades passées.

Malgré cela la Junte persistera dans sa politique d'abolition des libertés démocratiques, elle essaiera tout au plus d'adapter son actuelle dictature militaire à un état corporatiste. Elle maintiendra aussi sa politique économique (les dernières déclarations du général Pinochet et du colonel Pedro Ewing ne peuvent laisser de doute). Elle continuera sa politique d'endettement extérieure, commencera la dénationalisation de l'économie et cherchera à imposer son modèle économique qui est d'augmenter la plus-value de la bourgeoisie au détriment des salaires des travailleurs, en augmentant le chômage et la misère, en cherchant à résoudre l'étroitesse du marché interne, en s'ouvrant au marché extérieur. Tout cela ne fera qu'aiguiser les contradictions interbourgeoises qui dans les situations exceptionnelles sont importantes par le manque de souplesse du système, et perdra de plus en plus sa base sociale d'appui, en perdant de la force.

Mais toutes ces contradictions et ces difficultés ne feront pas tomber la Junte. Tout espoir que en fonction des facteurs précédents, la Junte tendra à relâcher sa domination en accordant des libertés démocratiques ou en modifiant sa politique économique, n'est qu'une illusion. Le Haut Commandement sait qu'il y a une barrière de sang et de tradition détruites entre le Haut Commandement, la grande bourgeoisie et le mouvement de masse et la gauche. Il sait qu'à court terme il n'a pas de chemin de retour. Au contraire, il persistera dans sa politique et cherchera à s'affirmer en accroissant la répression ou au moins en essayant (et pas toujours) de la rendre moins massive et plus ponctuelle.

La Junte compte encore avec un important appui dans le corps des officiers, l'impérialisme pose des difficultés pour l'appuyer mais il est avec elle. La lutte interbourgeoise a une large marge de manœuvre si le mouvement de masse est sous répression. La petite bourgeoisie toujours vacillante aura naturellement tendance à s'illusionner et à se subordonner à la lutte interbourgeoise. La classe ouvrière, seule capable d'affronter et de renverser la dictature, en tirant parti de la lutte interbourgeoise et tirant derrière elle le reste du peuple, ne pourra traduire en pratique sa tradition et sa potentialité que sous la direction d'une avant-garde révolutionnaire.

La Junte « ne tombera pas victime de ses propres contradictions », il faudra la renverser ; ses limites et ses contradictions rendront instable la dictature, mais elles ne la renverseront pas. Il ne faut pas écarter la possibilité de contre-coups d'état ou de modifications partielles ou apparentes de la politique de la Junte, mais ils ne modifieront en rien son caractère fondamental. La stabilité de la Junte au pouvoir dépendra de la manière dont l'avant-garde révolutionnaire sera capable de formuler une tactique qui s'appuie fondamentalement sur la classe ouvrière, la

mette en mouvement et qui l'intègre à la lutte, qui lui permette d'assumer la direction du reste des immenses couches du peuple aujourd'hui en opposition passive à la Junte, en tirant parti des contradictions interbourgeoises et des limites de la Junte et de sa politique.





CHAPITRE VI

NOTRE POLITIQUE

CONSIDERATIONS PRELIMINAIRES

1. La classe ouvrière et le peuple, et par là-même les révolutionnaires, ont subi une défaite. La responsabilité de cette défaite n'est pas imputable au socialisme ni aux travailleurs, ni aux révolutionnaires, mais à la politique réformiste.

2. Nous traversons une période contre-révolutionnaire pendant laquelle la classe dominante en prenant l'offensive essaie de résoudre la crise du système de domination, au travers d'une dictature gorille, en faisant une politique ultra-réactionnaire qui met en repli les travailleurs, en faisant retomber sur eux la crise économique.

3. Les contradictions interbourgeoises se sont accentuées et du fait du caractère de l'Etat elles prennent une plus grande importance. Mais avec la soumission du mouvement de masses à la répression, les différentes fractions bourgeoises ont des conditions plus favorables pour les résoudre, et dès maintenant même les fractions non hégémoniques de la classe dominante participent en subordonnées à l'appareil d'Etat.

4. La Junte Militaire a créé un état d'exception, sous la forme de la dictature gorille, et elle tente, avec difficultés, d'instaurer un état corporatif. Malgré sa solidité et sa force, la dictature gorille n'a pas réussi à créer un état proprement fasciste.

5. La profondeur qu'atteint la crise du système de domination au Chili, l'histoire politique des 40 dernières années, la situation mondiale et latino-américaine, l'accroissement de la lutte interbourgeoise, le chemin parcouru par les travailleurs pendant 3 ans dans la voie de l'organisation et de la prise de conscience, le rétrécissement progressif de la base sociale d'appui de la Junte, etc. confèrent au

gouvernement de la Junte une instabilité qu'il devra pallier en intensifiant la répression.

6. Le mouvement de masses a été durement frappé mais n'a pas été liquidé et est aujourd'hui dans un processus de recomposition. L'expérience acquise pendant les 3 ans de l'UP et aujourd'hui en pleine dictature gorille a développé plus la conscience que lors de dernières décades, en s'ouvrant la possibilité historique d'intégrer à l'alliance révolutionnaire des couches petites-bourgeoises et des couches antérieurement passives en politique (conséquence de la politique économique et répressive de la Junte).

7. La possibilité historique d'affronter et de renverser la dictature gorille, dépendra fondamentalement de la classe ouvrière des villes et des campagnes. Classe qu'on ne peut diviser, quelle que soit la répression exercée, celle qui a atteint le plus haut niveau de conscience dans la période précédente et une des classes les plus affectées par la politique de surexploitation de la Junte.

8. La raison historique de notre politique et le fait d'être moins frappés que le reste de la gauche, ne doit pas cacher la nécessité et la possibilité d'établir des fronts avec le réformisme et la petite bourgeoisie démocratique en préservant notre indépendance organique et programmatique.

9. Au-delà des alliances politiques, la politique de la dictature gorille a blessé les intérêts et les traditions d'immenses couches du peuple, auxquelles nous devons donner une structure organique. Ce d'autant plus que la majorité des partis de gauche sont frappés et limités dans leurs actions et les organisations syndicales des masses sont dissoutes ou limitées dans leurs fonctions.

10. Les revendications démocratiques revêtent une importance beaucoup plus grande que dans la période précédente, depuis le moment où les libertés ont été abolies et où le niveau de vie des masses a été terriblement frappé. De plus, ce sont ces revendications qui nous permettront d'intégrer à l'alliance révolutionnaire de larges couches de la petite-bourgeoisie. En même temps que nous posons la classe ouvrière comme axe de l'alliance sociale que nous cherchons à construire, maintenant qu'avec l'échec de l'UP, le destin des projets démocratiques et réformistes est clair, notre programme fondamentalement socialiste et notre action indépendante, seront les conditions de la lutte pour les libertés démocratiques.

11. Relativement libéré des illusions réformistes, le mouvement de masses, qui a connu la brutalité de l'état bourgeois, après que nous ayons averti de la catastrophe à laquelle le réformisme conduisait les travailleurs, et étant données les limites et les conséquences de la politique de la dictature gorille nous avons, en tant qu'organisation, non seulement l'autorité morale mais aussi la possibilité concrète de nous constituer en une avant-garde politique réelle des masses et de les conduire dans leur lutte contre la dictature gorille, pour la révolution prolétarienne.

Nous sommes nés en 1965, nous avons réellement commencé à exister en 1967, nous avons commencé à agir en 1969, et entre 1970 et 73 nous avons réussi à construire une vigoureuse, solide et jeune organisation ; déjà enracinée dans presque toutes les couches du peuple, avec une structure politico-militaire relativement solide, liée par une étroite coordination, [qui aujourd'hui porte déjà ses fruits], et par la solidarité révolutionnaire avec le ERP, les Tupamaros et l'ELN, après avoir traversé de difficiles expériences : inexpérience, clandestinité en 1969, élargissement politique et de masses entre 70 et 73, le combat de septembre 73 et aujourd'hui la répression.

L'illusion réformiste de l'UP et sa corruption ne nous ont pas atteint, la désertion lors de son échec n'a fait que nous égratigner. Nous avons créé d'une manière organique, politique et idéologique une génération de révolutionnaires professionnels, qui aujourd'hui sont une possibilité révolutionnaire ouverte au Chili et dans le Cône Sud. La situation chilienne nous lance un défi que nous sommes et devons être capables de gagner. Avec une tactique adéquate, avec sérénité, courage et audace, nous y arriverons.

GENERALITES SUR NOTRE PROGRAMME ET STRATEGIE

Notre programme est le programme de la révolution prolétarienne, dont les tâches sont fondamentalement sociales. Il comporte donc des tâches socialistes et des tâches démocratiques. Son objectif est la destruction de l'Etat bourgeois, de l'impérialisme et de l'ensemble de la grande bourgeoisie industrielle, agraire, financière et commerciale. Ce programme ne peut être réalisé que par la classe ouvrière en alliance avec les couches pauvres de la ville et des campagnes, et avec les couches inférieures de la petite bourgeoisie.

Notre stratégie est orientée vers la constitution d'une force sociale capable de commencer une guerre révolutionnaire et à partir d'elle l'armée révolutionnaire du peuple, capable de renverser la dictature militaire et de conquérir le pouvoir pour

les travailleurs, en instaurant un gouvernement révolutionnaire d'ouvriers et de paysans qui accomplira les tâches de la révolution prolétarienne. La période actuelle et l'expérience chilienne mettent à l'ordre du jour l'établissement de ce programme, et ouvrent la possibilité concrète de développer cette stratégie, à la seule condition qu'on parte d'une tactique qui permette, d'une part d'atteindre ces objectifs et d'autre part de surmonter la situation actuelle.

NOTRE TACTIQUE

Nos objectifs dans cette période seront de renforcer et d'affirmer notre parti, de constituer la force sociale révolutionnaire et de construire l'armée révolutionnaire du peuple pour renverser la dictature et conquérir le pouvoir. La tactique que nous préconisons devra partir d'un examen réaliste des énormes difficultés et du peu d'avantages que la période de reflux et de contre-révolution impose sur le terrain politique et militaire.

Nous vivons une période de reflux du mouvement de masses et de contre révolution. Nous avons cessé de vivre une période pré-révolutionnaire et nous ne sommes pas en présence d'une montée du mouvement de masse comme pendant la période précédente (de 1967 à 73). Le reflux du mouvement de masses ne vient pas seulement de la répression directe, mais aussi de ses conséquences : désarticulation, licenciements, manque de confiance, indifférence politique etc... Notre tactique doit s'adapter aux victoires, pour passagères qu'elles soient de la classe dominante et aux coups reçus par les travailleurs.

Ce n'est pas le moment de livrer des batailles décisives, non plus de fixer des objectifs inatteignables par les travailleurs et tactiquement impraticables étant donné leur degré de désorganisation, leur moral et la répression. Les formes de lutte aussi, pour héroïques qu'elles apparaissent et pour attirantes qu'elles soient pour certains secteurs de l'avant-garde ne peuvent prétendre passer au-dessus du

niveau de conscience et du moral des masses, de sa capacité de réception et d'action.

En même temps, les masses n'iront pas beaucoup plus bas dans la dépression et la désorganisation, d'autant plus que la classe dominante a déjà déployé entièrement son appareil militaire face aux travailleurs et qu'elle ne peut le faire tomber plus implacablement sur eux.

Mais si nous ne pouvons passer outre le moral des masses et leur conscience par l'intermédiaire d'une tactique politique et militaire adéquate nous pouvons accélérer leur réanimation et leur intégration à la lutte contre la dictature et pour la révolution.

Nous devons développer deux grandes lignes qui se rencontreront, la réussite de l'une dépendant de celle de l'autre et vice-versa. Celles-ci seront : d'une part la ligne politique de masses et d'autre part la ligne militaire de masses. Le levier en sera le Parti.

LA LIGNE POLITIQUE DE MASSES

Elle a pour objet de réanimer et de mettre en mouvement de larges couches du peuple, avec la classe ouvrière à la tête en construisant ainsi, dans son développement la force sociale révolutionnaire.

Nous développeront cette ligne à partir de la reconstruction du Parti à l'intérieur des masses et de la troupe, en établissant des alliances politiques et sociales adéquates, en réorganisant sous une nouvelle forme le mouvement de masses, en définitive en le réanimant et en le mobilisant. Evidemment étant donné les conditions actuelles, nous devons développer ces tâches de la manière la plus difficile qu'il soit : en suivant toutes les normes de clandestinité et de sécurité.

1. La tâche la plus urgente sur ce terrain sera celle de rétablir des liens plus profonds et plus importants entre le Parti et le mouvement de masses, source

fondamentale de forces. Autrement nous nous transformerons en une secte clandestine sans avenir et sans force réelle. L'axe de notre politique de masses, aujourd'hui plus que jamais, doit être la classe ouvrière des villes et des campagnes. Les points analysés plus haut nous montrent qu'il existe des possibilités concrètes de pénétration et d'accroissement du Parti dans ce front : tradition et expérience récente du mouvement ouvrier, surexploitation à laquelle il est soumis aujourd'hui, les limites du populisme de la DC et du réformisme pour développer leurs illusions dans les masses, l'expérience acquise lors de la période précédente par nos cadres, la bonne image et l'espoir que les travailleurs mettent aujourd'hui dans notre organisation, etc.

Notre premier objectif doit donc être d'empêcher le désespoir, la passivité et l'indifférence politique chez les travailleurs. Pour cela nous devons leur redonner de l'espoir, nous gagner leur confiance, et la seule manière de le faire dans la pratique est de donner des preuves acceptables de sécurité dans leurs relations avec nous, de leur expliquer patiemment ce qui se passe : le coup d'Etat militaire, ses causes, ses conséquences et ses perspectives, la responsabilité du réformisme, etc... Nous ne devons pas les illusionner sur une lutte courte et victorieuse mais envisager toujours une lutte longue et difficile dans laquelle ils seront les principaux acteurs, et pas seulement les groupes d'avant-garde agissant en leur nom.

2. Si l'axe de notre politique de masses doit être la classe ouvrière, comme nous l'avons vu précédemment, la nouvelle situation ouvre des possibilités historiques de construire une ample alliance sociale avec de larges secteurs des pauvres des villes et des campagnes et de la petite-bourgeoisie propriétaire et spécialement fonctionnaire. La politique de la dictature gorille a dramatiquement augmenté l'armée de chômeurs par les renvois des entreprises, des « fundos, de l'administration, par l'annulation des inscriptions universitaires etc. Sa politique économique (hausse reconnue du coût de la vie jusqu'à 500 % et augmentations des revenus sous diverses formes de seulement 50 à 60 %) a plongé dans la misère d'immenses couches du peuple y compris de la petite-bourgeoisie fonctionnaire. Sa politique de liberté des prix a porté préjudice au petit industriel et à l'artisan (peu de capital, marge moindre de bénéfice, technologie plus en retard), aux petits commerçants (accès au crédit réduit, marges faibles de ventes, prix plus élevés, etc...) ; c'est notre tâche d'assumer la défense des intérêts de ces couches, de les organiser, de les réanimer, de leur donner une direction et d'y construire le Parti.

3. Nous devons comprendre et savoir expliquer à la classe ouvrière et au reste des couches du peuple que si notre objectif est la conquête du pouvoir par les travailleurs et la construction du socialisme seule véritable forme démocratique de gouvernement, et seule manière de résoudre la crise structurelle du capitalisme au Chili. Cet objectif : la conquête du pouvoir, n'est pas à l'ordre du jour ; la tâche aujourd'hui est de construire un vaste mouvement de masses et l'armée révolutionnaire du peuple et de commencer une longue guerre révolutionnaire.

4. Sans abandonner notre programme, les objectifs à développer immédiatement au sein des masses, et qui seront très bien accueillis dans d'amples secteurs sont :

restauration des libertés supprimées (fin de l'état de guerre, des exécutions, des emprisonnements massifs, des tortures, droit de réunion, de grève, liberté de la presse de gauche et révolutionnaire, etc...) la défense du niveau de vie des masses (fin des hausses, de la politique de liberté des prix, des renvois massifs, du travail supplémentaire non payé, augmentation des revenus égale à la hausse du coût de la vie, etc...). Le caractère répressif et anti-populaire de la Junte militaire (sa politique répressive, sa politique économique au service de la grande bourgeoisie et du capital étranger, contre les intérêts du peuple etc...).

Tels sont les problèmes les plus actuels pour un large secteur du peuple. Ce sont les objectifs qui nous permettront de ne pas être réduits aux secteurs de l'avant-garde, et de pouvoir intégrer à l'alliance, la classe ouvrière, les couches pauvres et particulièrement la petite-bourgeoisie des campagnes et des villes. Ce sont aussi les objectifs que le moral des masses permet, dans les conditions actuelles, et si nous ne les posons pas comme objectifs de notre agitation, nous nous couperons d'immenses couches du peuple, d'autres forces les agiteront, sans orienter la masse vers des mesures plus radicales, des objectifs révolutionnaires. Bien plus ces objectifs sont aujourd'hui incompatibles avec la situation politique et économique du pays, et s'ils sont atteints, ils feront de nouveau entrer en crise le système de domination. De notre point de vue chaque liberté gagnée offre un espace plus grand à notre action politique.

Ceci étant, poser la restauration des libertés démocratiques isolément nous convertirait en « réformistes démocratiques et nous éludirions le problème central à ce sujet : le problème du suffrage universel, le droit de la majorité à décider de son propre destin. Ceci lorsqu'il faut sortir d'un état d'exception, impose qu'on assume la forme la plus large de « démocratie formelle » : l'appel à une assemblée constituante à laquelle toutes les couches du peuple et tous les courants politiques peuvent participer.

Un objectif de cet ordre peut regrouper autour de celui qui le pose d'importantes couches du peuple, d'arracher des victoires à des secteurs bourgeois, petits-bourgeois et réformistes ; cet objectif posé par les révolutionnaires ne freine pas la conscience du peuple. Avec la force gagnée à travers ces objectifs, les révolutionnaires renforcent leur lutte, et en conséquence gagnent des forces au sein des masses. Ce sera cette force et le degré de conscience que les masses atteindront qui détermineront si c'est au travers de la démocratie « formelle » ou au travers de la démocratie réelle que les masses trouveront leur voie.

D'un autre côté, il est difficile d'atteindre un objectif de ce type pendant la dictature, mais la lutte dans cette direction accroît nos forces et l'opposition de la Junte renforce la nécessité de la renverser.

Notre appel à une nouvelle constituante est similaire à notre politique de participation aux élections parlementaires de mars 1973.

5. Notre travail au sein des masses devra partir du critère selon lequel le poids spécifique des formes illégales des luttes après le coup d'Etat militaire a énormément

ment augmenté par rapport aux formes légales. Mais il devra aussi reconnaître que la politique de la dictature gorille n'a pas supprimé toutes les institutions légales et s'est vu obligée de permettre l'existence légale de certaines, les surveillant, limitant leur action ou quelquefois dénaturalisant leurs fins. De cette manière la Junte a dissout et réprimé la CUT, les fédérations syndicales, paysannes, mais en conservant en même temps les syndicats industriels et miniers, les centres d'étudiants, les centres de mères les associations de quartier, etc...

C'est notre tâche de tirer parti de cette marge institutionnelle et d'essayer, où cela sera possible et nécessaire de développer notre travail à l'intérieur de ces organismes, avec la prudence exigée. En même temps, nous devons développer les tâches qui nous permettent de construire clandestinement les organisations des masses, supprimées par la dictature (CUT, nationale et provinciale, fédérations, etc...) En utilisant leur prestige et leur tradition au sein des masses comme élément moteur d'une réactivation du mouvement de masse.

6. La répression des partis de gauche, la suppression d'une série d'organismes syndicaux, la politique de la dictature et l'échec des illusions réformistes avec la chute du gouvernement de l'UP ont créé les conditions pour qu'un secteur de la classe ouvrière et du peuple ait un ressentiment contre la dictature. Pour l'exprimer ils n'ont pas encore la conscience ou la disposition à un engagement organisationnel suffisante pour intégrer les partis politiques, mais ils sont plus avancés dans leur disposition à lutter ou à aider dans la lutte contre la dictature que l'ensemble de la masse.

C'est notre tâche de donner à ces secteurs un cadre organique, de les intégrer à l'action contre le gorillisme. Pour cela nous devons orienter ces secteurs vers la constitution de « comités de résistance dans chaque entreprise, dans chaque « fundo », « poblacion » ou bureau. Dans leur développement ils doivent arriver à se coordonner dans chaque commune par l'intermédiaire des « cordons de résistance » qui seront la base organique de l'intégration d'amples secteurs de la classe ouvrière et du peuple à la lutte contre la dictature. Leur présence et leur action poussera les alliances politiques.

7. La dictature gorille et sa politique rencontrent l'opposition d'une partie des autres forces politiques, bourgeoises, petites bourgeoises, réformistes et centristes. Face à eux nous devons définir notre politique. La lutte interbourgeoise, accrue par la Junte Militaire, comme nous l'avons vu précédemment se développe jusqu'à maintenant en relative « harmonie » entre les différentes fractions bourgeoises. Même si une de leurs fractions (la DC), après avoir aidé à faire tomber le gouvernement de l'UP, fait pression aujourd'hui pour la restauration de la démocratie formelle, elle le fait explicitement sur l'accord commun de la répression des « marxistes », des « extrémistes » et du secteur de l'avant-garde des travailleurs. Cela et d'autres facteurs, empêchent toute illusion sur une alliance avec ces secteurs, mais nous devons tirer parti des contradictions interbourgeoise dans notre travail politique.

Dans une période de reflux du mouvement de masses et face à un état d'exception, c'est une tâche prioritaire que de renforcer une alliance la plus large possible. C'est notre tâche aujourd'hui au Chili d'obtenir une alliance contre la dictature pour la restauration des libertés et pour la défense du niveau de vie des masses, avec le réformisme et le centre (partis de l'UP) et avec la petite bourgeoisie démocratique (PR et secteur Leighton de la DC).

8. Une alliance de ce type devra aboutir à un front anti-gorille qui, dans la pratique permettra d'accélérer la réorganisation et la réanimation du mouvement de masses. Si c'est possible nous devons essayer de rétrécir l'alliance entre les partis de gauche pour arriver à des accords de programme et tactiques autour de la lutte concrète contre la dictature, au-delà de la lutte pour les libertés démocratiques et la défense du niveau de vie des masses.

Ce rétrécissement de l'alliance avec le reste de la gauche, même s'il tendra naturellement à être plus facile et plus souple avec le centre qu'avec le réformisme, ne doit pas nous amener à prôner, comme dans le passé, la tactique de regroupement des forces, mais plutôt d'intégrer à la base les secteurs les plus larges possibles du réformisme et du centre, à une tactique et à une pratique politique.

9. Dans le même temps, ces alliances politiques n'auront de sens et d'utilité pour la lutte révolutionnaire que si elles ont pour base populaire le mouvement de résistance, que si ces alliances politiques sont nouées à la base et non seulement au sommet, que si nous maintenons notre liberté de critique vis-à-vis de nos alliés éventuels, que si nous maintenons l'indépendance de notre organisation et de notre programme et que si nous développons indépendamment notre action au sein des masses.

Les dangers des illusions et déviations petites bourgeoises et réformistes ne disparaissent pas du fait de la répression, elles persistent bien qu'elles revêtent des formes différentes. La petite bourgeoisie démocratique tend naturellement à se subordonner et par là à attirer des secteurs populaires vers la lutte interbourgeoise et au début, au moins, elle tend à rejeter la lutte armée et à espérer la « transition pacifique » vers la démocratie, comme résultat de « pressions » (internationales, de l'église, etc.).

Le réformisme alimente de grands espoirs dans les contradictions interbourgeoises et dans le commandement supérieur des Forces Armées, tout en privilégiant l'alliance avec la petite bourgeoisie démocratique et en résistant aux aspects militaires de la lutte. La lutte pour les libertés démocratiques n'est pas présentée comme le moyen de rassembler de forces pour aller plus loin, mais plutôt comme l'objectif de la période. En observant l'aiguïsement des luttes interbourgeoises, le réformisme tend à placer son intention de faire une alliance avec le PDC, en tant que parti, au centre de sa tactique. Comme nous l'avons déjà vu, ce dernier, cherche à utiliser la base ouvrière et populaire du réformisme dans sa querelle pour la répartition du pouvoir et de la richesse avec la fraction de la bourgeoisie hégémonique. Il cherche à subordonner le réformisme et sa base sociale à ses objectifs. Pour ce faire il peut compter sur la conception de collaboration de classe

propre au réformisme, sur les coups reçus par le réformisme, son actuelle clandestinité et une fois ses objectifs atteints il se retournera contre la classe ouvrière et le peuple. De cette façon le PDC limite les conditions d'alliance du réformisme, lui imposant la décapitation de ce programme et rejette toutes formes de lutte armée, conditions qui à l'heure actuelle séduisent le réformisme. Une alliance de ce type confondrait les masses, qui connaissent l'attitude du PDC face au coup d'Etat, et l'actuelle « collaboration de ses techniciens avec la dictature, elle chercherait toujours à protéger les fractions industrielles, divisant ainsi le peuple, et proposerait comme objectifs exclusifs, et définitifs la restauration des libertés démocratiques et la défense du niveau de vie des masses sans aller plus loin.

Le développement d'une tactique révolutionnaire qui aujourd'hui peut et doit profiter des contradictions internes de la bourgeoisie, est incompatible avec une alliance avec une fraction de cette bourgeoisie. Dans une période comme celle que nous vivons, durant une première étape, notre programme socialiste doit prendre un caractère d'objectif fondamentalement de propagande, étant donné les énormes difficultés pour le mettre en pratique et alors que les objectifs démocratiques prennent une plus forte importance conjoncturelle. Le lien entre les tâches démocratiques et les tâches socialiste sera fondamentalement la constitution de la force sociale révolutionnaire, et de l'armée révolutionnaire du peuple. A partir de cela, il sera possible d'affirmer la perspective historique de la lutte pour la conquête du pouvoir. Ces tâches se développeront, en s'appuyant sur la restauration des libertés démocratiques et la défense du niveau de vie des masses, consignes qui, entre les mains du prolétariat ont un caractère opératoire dans l'accumulation des forces. A leur tour, ces tâches et objectifs ne pourront être atteints qu'en développant des formes de lutte de masses, combinées avec des formes de lutte armée, qui permettront d'accélérer ce processus. Tout ceci ne pourra être réalisé à travers une alliance avec une fraction de la bourgeoisie, qui limiterait les objectifs, protégerait les ennemis de classe et empêcherait l'utilisation des formes de luttes indispensables pendant cette période. La lutte pour les libertés démocratiques et pour la défense du niveau de vie des masses, consigne de la lutte révolutionnaire des travailleurs et de leur avant-garde, se distingue par ses perspectives historiques des mêmes consignes lorsqu'elles sont avancées par une fraction de la bourgeoisie.

10. Un autre front de travail qui prend une énorme importance aujourd'hui est le front international. Nous devons lui consacrer chaque fois plus d'efforts et de ressources.

Notre tactique sur ce terrain sera fondamentalement orientée vers le renforcement, l'extension et le développement de l'embryon de coordination constitué aujourd'hui par l'ERP d'Argentine, les Tupamaros d'Uruguay, l'ELN de Bolivie et notre organisation. Elle cherchera aussi à resserrer des liens avec le Parti Communiste de Cuba et à renforcer les relations avec les organisations révolutionnaires du reste du monde et aussi, dans la mesure du possible, avec les pays du camp socialiste.

Nous développerons en même temps les tâches de propagande et de collecte de fonds pour la résistance parmi tous les secteurs et les pays disposés à soutenir la lutte contre la dictature gorille au Chili.

11. Sans prétendre approfondir, le changement des conditions objectives, la nouvelle période que nous vivons, substantiellement différente de la précédente, ôte leur sens aux objectifs que nous nous fixions dans la période antérieure (gouvernement de travailleurs, commandes communales, regroupement des courants radicalisés de l'UP etc...) car c'étaient des tactiques adéquates qui pouvaient être reprises et mises en pratique par les masses lors d'une période de montée de la lutte de classe.

LA LIGNE MILITAIRE DE MASSES

La répression déchaînée par la dictature gorille met à l'ordre du jour les formes de lutte armée. Dans ce but nous avons formulé la ligne militaire de masse, nous voulons préciser par là que notre action militaire sera fondamentalement orienté vers le ralliement de vastes secteurs du mouvement de masse aux formes de lutte armée, nous ne voulons pas la restreindre exclusivement aux groupes d'avant-garde qui, « au nom des masses » et avec leur « sympathie » agissent militairement.

1. La ligne militaire de masses a pour objectif de rompre l'encerclement militaire et répressif que la dictature impose aux masses. C'est en ralliant les plus vastes secteurs possibles des travailleurs aux diverses formes de lutte armée que se construira l'armée révolutionnaire du peuple, seule force capable d'affronter et de vaincre l'armée réactionnaire au cours d'une longue guerre révolutionnaire, qui devra se dérouler dans les zones urbaines et campagnardes.

2. Notre action militaire sera marquée par trois facteurs :

a) Notre véritable capacité militaire d'action, de repli et de continuité de notre appareil militaire.

b) Le moral et la conscience du mouvement de masse, que nous ne devons pas ignorer sous peine de nous isoler et nous précipiter vers des actions qui déchaînent une escalade répressive qui augmente le recul du mouvement de masse.

c) Le fait qui, en même temps ou par notre action militaire, nous pouvons et nous devons accélérer le réveil du mouvement en rendant confiance aux travailleurs et en brisant l'encerclement militaire que la dictature leur impose.

3. Il ne nous semble que ce soient ni le moment et ni le moyen les plus appropriés pour donner des détails sur notre tactique militaire, surtout lorsque l'un des problèmes auxquels la Junte fait face est manque d'information. Notre tactique sera orientée en tout premier lieu par l'affinement et la consolidation de nos objectifs et de notre structure militaire. Les actions militaires que nous développerons seront fondamentalement orientées, autant que possible, vers des objectifs clairement perceptibles par les masses, elles seront liées à la défense des intérêts concrets des travailleurs et elles prendront la forme de propagande armée et d'actions directes, combinées avec des actions de harcèlement et d'approvisionnement.

4. Notre ligne militaire de masses aura pour objet de rendre confiance aux masses ; d'affaiblir l'encerclement militaire qui aujourd'hui écrase les travailleurs, d'accélérer leur réveil et de les rallier aux formes armées et illégales de lutte dans l'armée révolutionnaire du peuple, que rejoignent les militants des partis politiques et les travailleurs du mouvement de résistance populaire déterminés à développer et soutenir dans la pratique la lutte armée contre la dictature.

Notre tactique militaire prendra à ses débuts la forme de propagande armée. Les actions armées que nous exécuterons devront prendre en compte le moral actuel des masses. C'est ainsi que nos actions armées seront toujours liées à la défense des intérêts concrets des masses, et qu'elles seront facilement perçues et comprises par les vastes couches de la population et non seulement par l'avant-garde.

Nous devons éviter autant que possible de précipiter des actions qui par leur nature éloigneraient la classe ouvrière, les couches petites bourgeoises et la troupe des Forces Armées. Nous devons éviter, de même, dans la mesure possible, de précipiter des actions qui par leur nature et envergure, relativement au moral des masses, approfondiraient et réactiveraient certaines formes de repli et de démoralisation à la suite de la contre-offensive gorille, qui tombera certainement plus sur les travailleurs que sur nous-mêmes.

Notre tactique militaire devra également prendre en compte notre réelle capacité militaire, non seulement matérielle, mais d'abord l'expérience combattante de nos militants, et, plus tard, de ceux de l'Armée Révolutionnaire du Peuple. Dans ce but, nos actions doivent prendre un caractère tel qu'elles permettent de former et de donner une expérience combattante à un nombre de plus en plus grand de combattants.

Ces actions ne devront pas non plus prendre la forme de groupes d'avant-garde qui combattent la dictature au nom des travailleurs, reléguant le mouvement de masses au rang de spectateur des combats entre nous et les militaires. Il faut que, tant par les objectifs que nous définissons que par l'intégration des travailleurs à la lutte armée, la guerre que nous commençons soit la guerre entre la classe ouvrière et le peuple contre les classes dominantes et leurs laquais militaires.

NOS TACHES IMMEDIATES

1. Constitution et mise en marche du Parti.

Nous comptons avec un contingent de cadres et vétérans dotés d'expériences différentes, avec une capacité d'organisation et politique, et des liens relativement solides dans le mouvement de masses.

Notre tâche est énorme. Nous devons conduire un secteur important du mouvement de masses qui attend cela de nous, nous avons surtout la responsabilité historique de sortir le Chili et son peuple des griffes de la dictature gorille et de conquérir le pouvoir. Nous ne serons capables de le faire que si nous fortifions et construisons solidement notre instrument : le Parti, et que si nous l'adaptions aux nouvelles conditions.

Il est urgent et fondamental de lier une nouvelle fois le Parti aux masses, plus profondément, et sous les formes que nous avons exposées, en créant des Comités de Résistance des bases du Parti dans les fronts.

Nous devons construire le Parti, fonctionner avec des mesures de sécurité et de clandestinité strictes, faisant attention à une totale compartimentation, à la nécessité d'une façade et d'une couverture à toute activité. Nous devons en permanence trouver des infrastructures pour notre fonctionnement, ou éventuellement pour des personnes recherchées. Nous devons organiser l'éducation systématique de tous les cadres dans les nouvelles formes clandestines d'agitation, ayant toujours clair à l'esprit que ce travail est ainsi rendu plus lent et plus difficile, mais plus sûr (des consignes écrites sur la sécurité ont été remises et continueront de l'être).

2. Le travail politique à l'intérieur des masses

Son importance, son contenu et les formes d'organisation qu'il revêtira ayant été analysés, il nous reste à préciser quelques points spécifiques : la propagande révolutionnaire devra adopter de nouvelles formes, qui limiteront nécessairement son efficacité. Le poids spécifique de l'agitation verbale et individuelle augmente. Certes, la propagande comme moyen de rendre la confiance et l'espoir aux masses et de leur donner une direction est fondamental. Mais sa réalisation présentera des risques qui doivent être réduits grâce à l'adoption de formes et de techniques préparées et planifiées minutieusement par les directions de structures. Les alliances politiques devront être nouées à la base. Il faudra toujours chercher à constituer un front de gauche avec toutes les organisations de l'UP, et, si c'est possible, un front anti-gorille, avec les secteurs petits bourgeois démocratiques, eux aussi clandestins.

3. Les tâches militaires (en général)

Les tâches militaires revêtent dans cette étape une importance fondamentale. L'ensemble du Parti doit les appuyer et y coopérer. Pendant une certaine période elles auront pour objectif principal le renforcement et la consolidation du Parti

BUREAU POLITIQUE MOUVEMENT DE LA GAUCHE REVOLUTIONNAIRE MIR SANTIAGO DECEMBRE 1973

DIRECTRICE DE PUBLICATION HELENA LABROUSSE
dépôt légal 2^{ème} trim. 75

Imprimerie Gilles Tautin 75020 Paris

